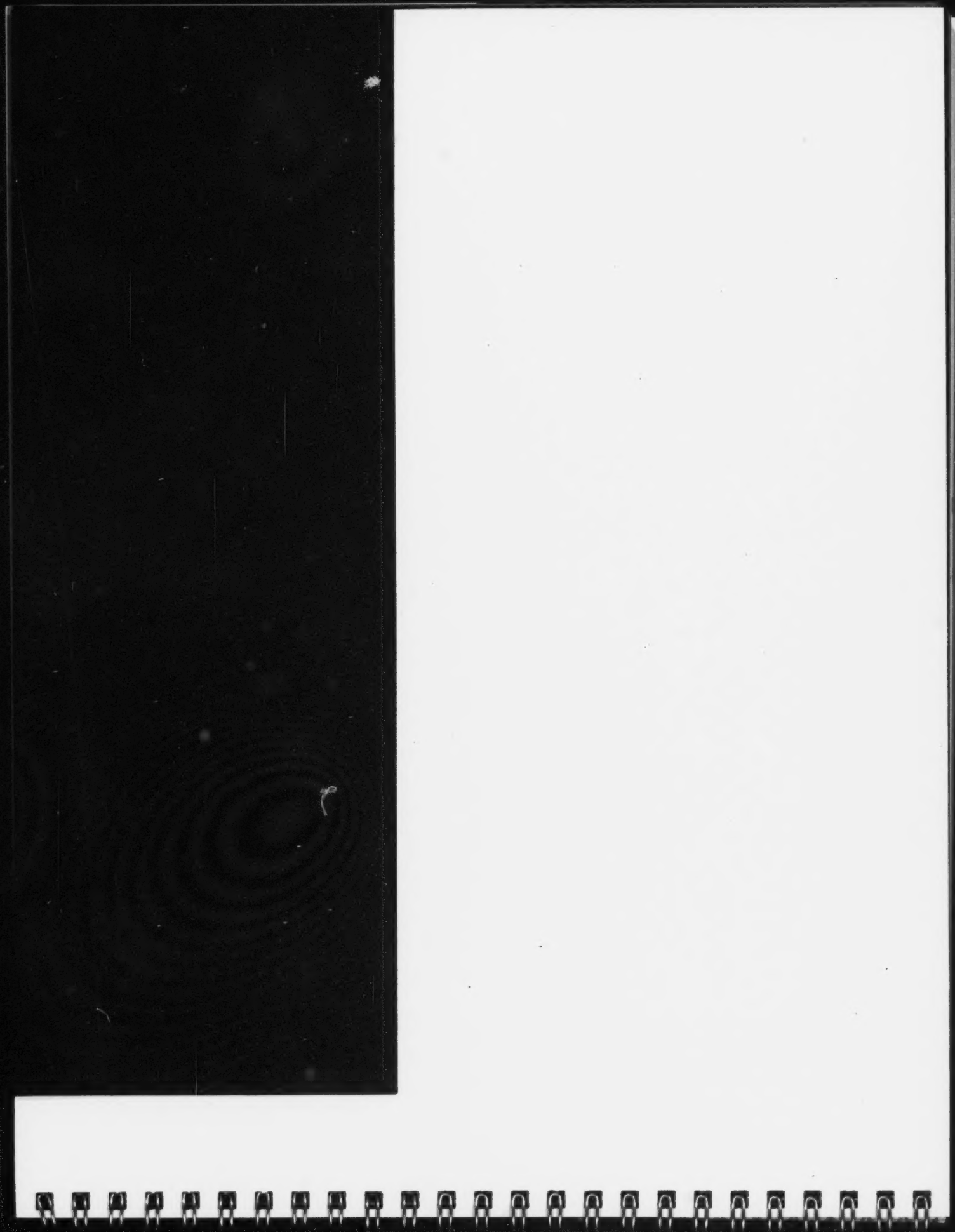
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Rapport annuel de gestion 2009-2010

Québec



INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Québec

> ENJEU 1 INNOVATION POUR UN SYSTÈME STATISTIQUE QUÉBÉCOIS INTÉGRÉ

> ORIENTATION 1 STIMULER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE GOUVERNANCE NOVATRICE EN MATIÈRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES

1. Intensifier les efforts pour anticiper la connaissance statistique nécessaire pour le Québec

Nombre et nature des tribunes pertinentes où l'Institut est présent	3
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	541 organisations participantes
Nature des domaines de connaissance couverts	8 nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	221 activités de veille 3 projets innovants

2. Consolider le système de statistiques officielles dans une perspective de complémentarité et de cohérence

Taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles	En évaluation
Nombre et nature des activités de consolidation	31 activités
Pourcentage des statistiques officielles disponibles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec	En évaluation

3. Alléger les demandes d'information auprès des citoyens et des entreprises

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	244 publications ou tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	15 enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal, adapté à la réalité du répondant	89 %

4. De concert avec les partenaires, assurer la disponibilité des données nécessaires à la production statistique

Volume des sources de données disponibles	431
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	21

> ENJEU 2 SATISFACTION DES BESOINS DE CONNAISSANCES STATISTIQUES POUR L'ÉPANOUISSEMENT DU QUÉBEC

> ORIENTATION 2 RÉPONDRE EFFICACEMENT À UNE DEMANDE CARACTÉRISÉE PAR LA COMPLEXITÉ ET LA DIVERSITÉ

5. Miser sur des produits et des services permettant à nos clients de réagir à la dynamique évolutive des besoins de la société

Volume d'utilisation des produits et services de l'Institut	112 ententes 77 présentations (congrès, colloques) 1 091 691 sessions sur le site Web 475 670 consultations des publications électroniques
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	2 108 mentions

6. Maintenir la qualité et la neutralité de notre information statistique

Taux de satisfaction des clients	---
Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	100 % (services d'accès aux données à des fins de recherche)

7. Assurer un accès convivial à l'information statistique en misant sur les nouvelles technologies

Nombre et nature de modes de prestation de services	7 nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	91,9 % (site Web)

8. Maximiser l'exploitation des données par des tiers à des fins de recherche et de prise de décision

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	42 projets
Nombre de banques de données utilisées	85 banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	4 alliances

> ENJEU 3 QUALITÉ ET AGILITÉ ORGANISATIONNELLE

> ORIENTATION 3 SE DÉMARQUER EN TANT QU'ORGANISATION DE HAUT SAVOIR, MODERNE ET RESPECTUEUSE DE SES RESSOURCES

9. Assurer la disponibilité de l'expertise

Taux de vulnérabilité des emplois	24 %
Nombre de jours de formation et de recherche et développement par ETC	5,88 jours de formation par ETC 0,57 jour en R-D par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	4,3 %
Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables	2,78 %

10. Maintenir la mobilisation et la motivation du personnel afin de relever nos défis

Taux de satisfaction des employés	---
Taux d'absentéisme	4,79 %
Taux de participation des employés aux activités de mobilisation et de motivation	100 %

11. Reconnaître la contribution des ressources humaines au succès de l'organisation

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	6 types d'activité
Taux des évaluations de rendement effectuées	53,3 %
Taux d'application des recommandations émises par les employés	Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en janvier 2010

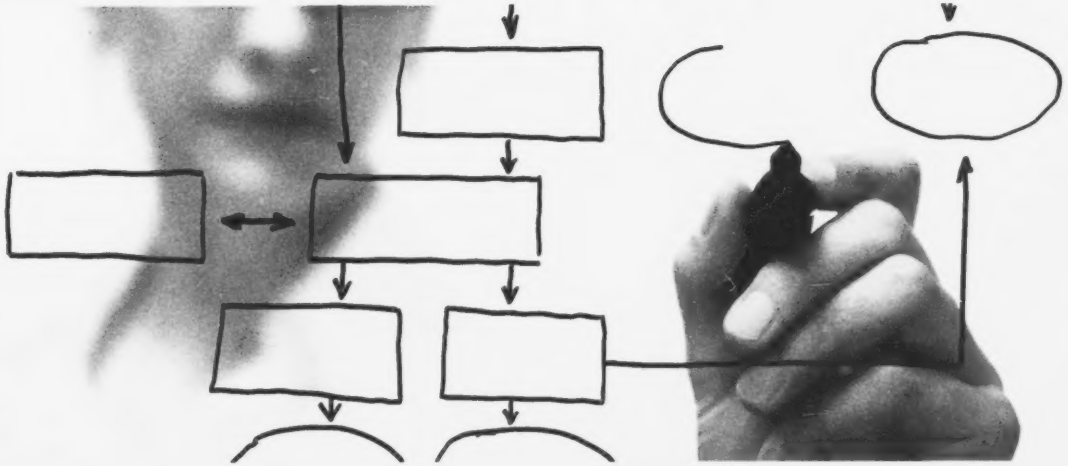
12. Disposer de l'information de gestion intégrée propice à la prise de décision

Degré d'avancement des travaux	4 processus révisés

13. Optimiser la gestion des risques, des opérations et des projets en s'inspirant des meilleures pratiques

Degré d'avancement des travaux	7 processus révisés

Institut
de la statistique
Québec

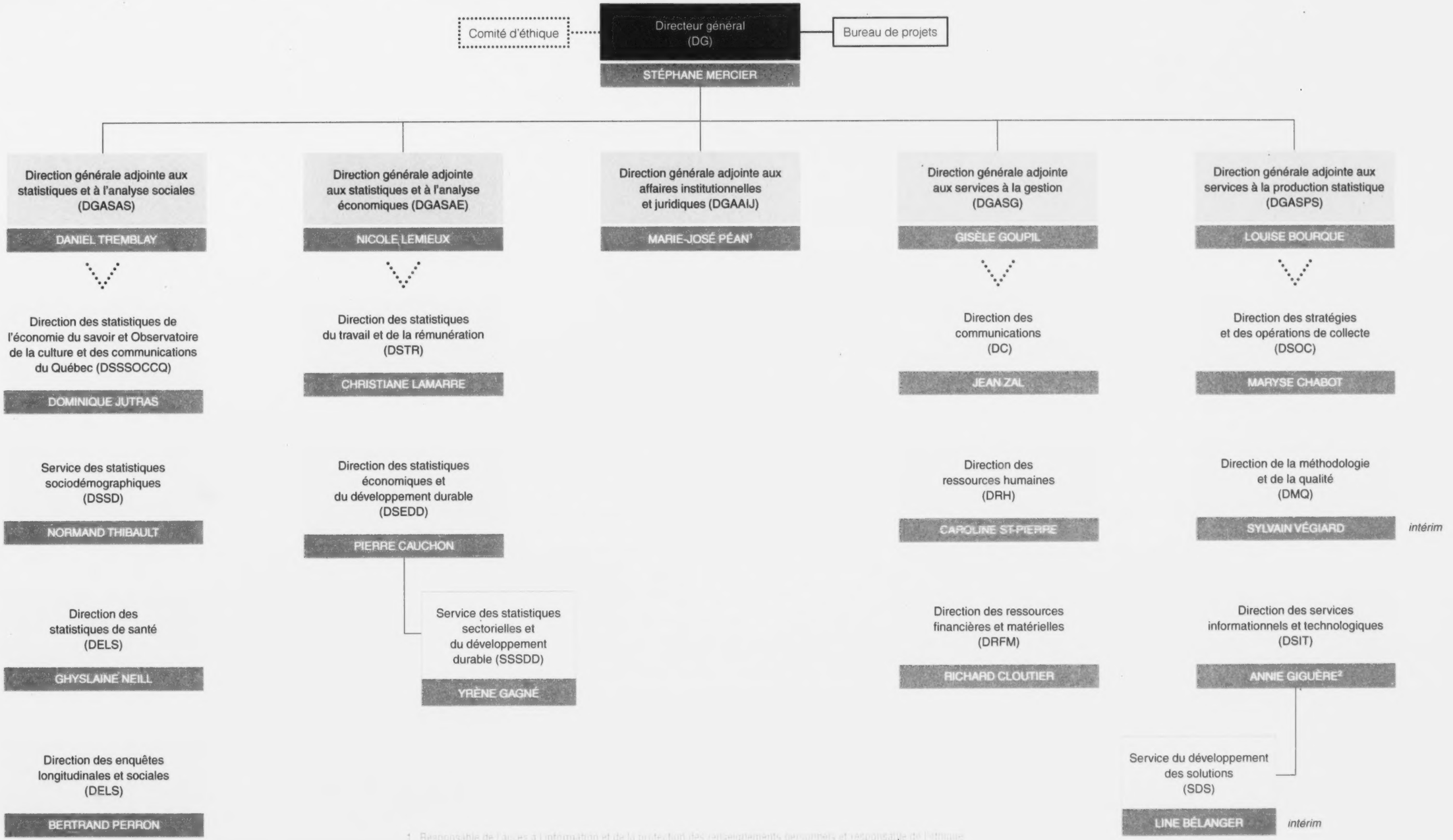


INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

ORGANIGRAMME
AU 31 MARS 2010

Québec

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC



1. Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et responsable de l'éthique
2. Responsable de la sécurité de l'information

Institut
de la statistique
Québec

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Rapport annuel de gestion 2009-2010

Québec

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

BUREAU DE QUÉBEC

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

BUREAU DE MONTRÉAL

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

>> Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Ce document a été imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2010
ISBN : 978-2-550-59680-6 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-59681-3 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2010

Tous droits réservés pour tous les pays.

Septembre 2010

Crédits des photographies

p.7 : © iStockphoto.com/francisblack
p.11 : © iStockphoto.com/LajosRepasi
p.17 : © iStockphoto.com/blackred
p.37 : © iStockphoto.com/Andrejs Zemdega
p.51 : © iStockphoto.com/urbancow
p.55 : © iStockphoto.com/Yuri Arcurs
p.63 : © iStockphoto.com/Lubomir Jendrol
p.95 : © iStockphoto.com/Dmitry Mordolff

Pochette : Organigramme au 31 mars 2010 : © iStockphoto.com/TommL
Sommaire des résultats liés au Plan stratégique 2009-2014 : © iStockphoto.com/Alex Nikada

Québec, le 9 août 2010

Monsieur Yvon Vallières
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 33 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*, le Rapport annuel de gestion de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2010.

Ce rapport rend compte des réalisations et des résultats de l'équipe de l'Institut en lien avec son nouveau plan stratégique et avec son plan d'action de développement durable. Il est structuré de manière à permettre de mesurer l'atteinte des objectifs établis conformément aux diverses exigences de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*. Il contient également de nombreux renseignements d'intérêt public qui aident à mieux connaître l'organisation.

Je profite de l'occasion pour remercier tout le personnel de l'organisation pour sa contribution à l'avancement de l'information statistique pour et sur le Québec.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances,

Raymond Bachand

Québec, le 30 juin 2010

Monsieur Raymond Bachand
Ministre des Finances
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

C'est avec grand plaisir que je vous fais parvenir le Rapport annuel de gestion de l'Institut de la statistique du Québec pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 2010. Il vous est transmis pour dépôt à l'Assemblée nationale.

Ce rapport met en lumière les réalisations de l'Institut et les résultats qu'il a obtenus au cours de l'exercice 2009-2010 en fonction de son nouveau Plan stratégique 2009-2014, de la Déclaration de services aux citoyens et du Plan d'action de développement durable 2008-2013. Le rapport traite aussi de la gestion des ressources et des exigences législatives et gouvernementales dont l'Institut doit rendre compte.

Je tiens à vous réaffirmer le dévouement, la compétence et l'engagement de toute l'organisation à demeurer une organisation performante et résolument axée sur la qualité de l'information statistique aux citoyens. Je profite aussi de l'occasion pour exprimer toute ma gratitude envers la population pour la confiance qu'elle nous manifeste à cet égard.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ

Le Rapport annuel de gestion 2009-2010 de l'Institut de la statistique du Québec :

- décrit fidèlement la mission et la vision, de même que les autres éléments liés à la présentation de l'organisme;
- présente l'utilisation des ressources et expose les orientations, les objectifs, les indicateurs, les cibles à atteindre et les résultats en vertu du Plan stratégique 2009-2014 et de la Déclaration de services aux citoyens.

À notre connaissance, les données contenues dans le présent Rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et ils correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2010.

Les données financières ont été vérifiées par le Vérificateur général du Québec.

Stéphane Mercier
Directeur général

Louise Bourque
Directrice générale adjointe aux services à la production statistique

Gisèle Goupil
Directrice générale adjointe aux services à la gestion

Nicole Lemieux
Directrice générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques

Marie-José Péan
Directrice générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques

Daniel Tremblay
Directeur général adjoint aux statistiques et à l'analyse sociales

07 PARTIE 1 > PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

11 PARTIE 2 > BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009-2010

17 PARTIE 3 > RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

37 PARTIE 4 > RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013

51 PARTIE 5 > RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

55 PARTIE 6 > UTILISATION DES RESSOURCES

63 PARTIE 7 > EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

- 64 Protection des renseignements confidentiels et accès aux documents
- 65 Programme d'accès à l'égalité en emploi
- 71 Allègement règlementaire et administratif
- 72 Éthique
- 73 Changements climatiques
- 74 Application de la politique linguistique
- 75 Politique de financement des services publics
- 76 Rapport du Vérificateur général et états financiers
- 91 Liste des enquêtes statistiques

95 ANNEXES

- 96 Annexe 1 – Liste des publications
- 100 Annexe 2 – Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut de la statistique du québec

POCHETTE > SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

> ORGANIGRAMME AU 31 MARS 2010

ACRI	Approche de coopération en réseau interministériel
BCDD	Bureau de coordination du développement durable
BDSO	Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
CADRISQ	Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec
CTREQ	Centre de transfert sur la réussite éducative du Québec
CID	Centre d'information et de documentation
CIDD	Comité interministériel du développement durable
CLSC	Centres locaux de services communautaires
ÉLDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
EPSEBE	Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être
ERG	Enquête sur la rémunération globale
ETC	Équivalent temps complet
IRDES	Institut de recherche et documentation en économie de la santé
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PDEIPH	Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées
RAMQ	Régie d'assurance maladie du Québec
R–D	Recherche et développement
RVIPP	Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques
TI	Technologies de l'information

PARTIE 1

PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

Pour réaliser cette mission, l'Institut favorise, en fonction de leurs besoins, la coordination des activités des ministères et organismes québécois en matière de statistiques et collabore avec diverses instances et agences statistiques. L'Institut assume également la responsabilité de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général et il fournit des services de nature scientifique ou technique, notamment à l'intention de la gouverne et de la recherche. Il facilite l'utilisation des statistiques produites afin d'en maximiser l'exploitation, tout en respectant la confidentialité.

Toutes ces réalisations contribuent à la vision de l'Institut :

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Pour s'acquitter de ses responsabilités, le directeur général est assisté de cinq directions générales adjointes, douze directions et deux services. Ces responsabilités concernent les domaines des statistiques économiques et sociales, les services à la production statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie et qualité, services informationnels et technologiques) les affaires institutionnelles et juridiques ainsi que les services à la gestion (ressources humaines, financières, matérielles et communications). Le directeur général s'est doté d'un Bureau de projet chargé d'intervenir particulièrement dans les projets présentant une importance stratégique pour l'Institut.

Le Bureau accompagne principalement les directeurs et les chargés de projet notamment lors des premières phases des projets.

Enfin, le directeur général peut également compter sur un Comité d'éthique[1], formé principalement d'experts externes, qui lui font des recommandations pour assurer le respect des principes reconnus en matière d'éthique dans les enquêtes ainsi que le respect des participants à ces enquêtes.

L'organigramme de l'Institut en vigueur au 31 mars 2010 est présenté dans la pochette au début du document.

AU CŒUR DE VOTRE RÉFLEXION, EN APPUI À VOS DÉCISIONS,
NOTRE LEADERSHIP, NOTRE EXPERTISE, NOTRE CONTRIBUTION
À L'AVANCEMENT DU QUÉBEC.

1. Le sommaire des réalisations 2009-2010 du Comité d'éthique est présenté à la partie 7, Exigences législatives et gouvernementales.

COMITÉS CONSULTATIFS

Soucieux d'être à l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de permettre à ses partenaires de participer aux réflexions dans l'établissement des priorités en lien avec les statistiques pour le Québec, l'Institut s'est doté de comités consultatifs sectoriels. Au total, 12 comités sont en place, dans les principaux domaines de l'activité statistique de l'Institut :

- le comité consultatif sur la science, la technologie et l'innovation;
- le comité consultatif sur les statistiques démographiques et sociales;
- le comité consultatif sur les statistiques du travail et de la rémunération;
- le comité de direction de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), y compris ses comités consultatifs :
  - sur les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques;
  - sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion;
  - sur le disque et les arts de la scène*;
  - sur le livre, la littérature et les bibliothèques*;
  - sur le multimédia;
  - sur le patrimoine, les institutions muséales et les archives;
  - sur les municipalités et les administrations locales;
  - sur la recherche universitaire*.

* Aucune réunion en 2009-2010.

OFFRE DE SERVICE

Organisme de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut offre son expertise en matière d'information statistique, régionalisée le cas échéant, et couvrant, entre autres, les domaines suivants :

- Culture et communications
- Démographie et données sociales
- Développement durable
- Économie et finances
- Régions
- Santé, éducation et bien-être
- Travail et rémunération

De plus, l'Institut offre des services de nature scientifique et technique : enquêtes, études et analyses, méthodologie et traitement de données, collectes de renseignements, études d'impact économique et, enfin, des services nécessaires au soutien de la gouverne et de la recherche par l'exploitation de fichiers d'enquête et de fichiers administratifs à des fins statistiques.

CLIENTÈLE ET PARTENAIRES

L'Institut dessert la population québécoise dans son ensemble. L'administration publique constitue toutefois la plus grande portion de sa clientèle, dans une optique d'appui à la gouverne et à la prise de décision.

L'Institut met également ses services à la disposition des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement ainsi qu'à des centres de recherche, des entreprises, des organisations syndicales, patronales ou du milieu associatif, et à des agences statistiques du Canada ou d'autres pays.

Tout en demeurant le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats constructifs pour le Québec, dans une perspective de collaboration et de complémentarité. Notons que ces partenaires contribuent à l'évolution de programmes statistiques adaptés aux besoins de la société québécoise.

L'Institut de la statistique du Québec représente officiellement le Québec au sein des conseils consultatifs fédéral-provincial-territorial. À ce titre, il agit comme porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada et il transmet à l'agence statistique fédérale les besoins statistiques de l'administration publique québécoise.

PARTIE 2

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2009-2010

Cette section fait état des événements ou des réalisations qui ont marqué l'année 2009-2010 de l'Institut et qui méritent d'être mis en lumière en raison de l'importance qu'ils revêtent.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS EN 2009-2010

L'Institut de la statistique du Québec, c'est :

- une organisation dynamique qui a célébré son dixième anniversaire et a rendu public un Plan stratégique 2009-2014 pour guider les cinq prochaines années;
- près de 400 employés engagés à collecter, produire, analyser et diffuser des données pertinentes et de qualité sur le Québec;
- parmi ces employés, 70 intervieweurs ont mené au téléphone et sur le terrain environ 47 enquêtes nécessitant plus de 400 opérations de collecte auprès d'un peu plus de 50 000 entreprises et de plus de 55 000 citoyens;
- une recherche constante des modes de collecte adaptés aux préférences et aux réalités des participants aux enquêtes pour favoriser leur participation :
  - **48 000** envois postaux;
  - **38 000** heures d'entrevue téléphonique;
  - **4 600** participants aux enquêtes se sont vu offrir le mode de collecte électronique;
  - quelque **1 300** citoyens interviewés en face-à-face;
- trois nouvelles organisations se sont jointes à la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO), ce qui porte le nombre à 28. Celles-ci collaborent à l'optimisation du système statistique québécois;
- plus de 110 publications et articles diffusés couvrant divers aspects de la société québécoise, tels la santé, l'économie, le développement durable, la culture et les communications, la famille, le travail et la rémunération;
- environ 80 études d'impact économique de projets émanant des organisations publiques ou privées;
- au-delà de 1 600 articles de journaux et de mentions à la radio, à la télévision ou sur le Web qui ont commenté les données rendues publiques par l'Institut en 2009-2010;
- plus d'un million de sessions de travail sur le site Web de l'Institut.

DES TRAVAUX MAJEURS POUR L'AVANCEMENT DU QUÉBEC

DES ENQUÊTES MARQUANTES

- Dans le cadre de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ), réalisation de la collecte de données du prétest 14 (mars à juin 2009) incluant l'utilisation d'un questionnaire en ligne pour les enseignants des enfants participant à l'étude (en première secondaire). Dans le cadre de cette collecte, l'ISQ a également développé un protocole d'aide pour les enfants participant à l'étude et vivant de la détresse psychologique.

- Réalisation de la première enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer au Québec. Cette enquête fait appel à plus de 8 700 participants ayant reçu des traitements afin de fournir une information essentielle à l'amélioration des soins et services.

- Réalisation à l'automne 2009 de la collecte de données dans le cadre de l'Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences en matière de services de garde au Québec.

- Refonte de l'enquête sur les projections cinématographiques. La collecte des renseignements est maintenant hebdomadaire et le participant peut utiliser un formulaire Web pour transmettre les données. L'enquête refondue recueille aussi de nouveaux renseignements sur les projections en format numérique, ce qui permettra de suivre l'évolution des changements technologiques dans cet important domaine culturel.

LA RÉVISION DE L'ENQUÊTE SUR LA RÉMUNÉRATION GLOBALE AU QUÉBEC (ERG) EST COMPLÉTÉE

- L'année 2009-2010 marque l'aboutissement de la révision de l'ERG qui permet de recueillir de l'information sur les salaires, les avantages sociaux, les heures de travail, la rémunération variable, les caractéristiques de la main-d'œuvre et les heures chômées payées, auprès des entreprises de 200 employés et plus au Québec.

- La refonte a touché tous les aspects de l'enquête : les contenus, les processus, la méthodologie ainsi que l'infrastructure technologique. L'Institut collige maintenant de l'information sur tous les emplois présents dans les entreprises ciblées, en codant ces emplois selon la *Classification nationale des professions* (CNP), ce qui permet de produire des résultats inédits et encore plus complets dans le domaine de la rémunération.

LA DÉMOGRAPHIE À L'HONNEUR

- Une nouvelle édition de *Perspectives démographiques du Québec* qui couvre la période 2006-2056 a été diffusée par l'Institut. Ces perspectives comportent également un volet régional à l'horizon de 2031, qui porte sur les régions administratives, les régions métropolitaines de recensement (RMR), les communautés métropolitaines, les Municipalités régionales de comté (MRC) et les Centres locaux de services communautaires (CLSC).

- Le *Bilan démographique du Québec*, édition 2009, trace un portrait de la situation démographique québécoise – évolution, structure par âge, fécondité, mortalité, migration, nuptialité – à partir des données les plus récentes disponibles. Des séries chronologiques et des comparaisons avec le Canada et quelques autres pays fournissent des éléments de perspectives.

- Élaboré en collaboration avec la France, « Vers l'égalité entre les femmes et les hommes? Comparaison Europe – Amérique du Nord » présente près de 40 indicateurs et autant de commentaires portant sur la démographie, la santé, l'éducation, le marché du travail, l'articulation des temps de vie, le niveau de vie et la vie politique. La majorité de ces indicateurs sont disponibles pour l'ensemble des pays de l'Union européenne, les États-Unis, le Canada et le Québec.

UN PORTRAIT STATISTIQUE DÉTAILLÉ DES RÉGIONS DU QUÉBEC

- Publication du *Panorama des régions du Québec* qui analyse, compare et illustre l'évolution récente des 17 régions administratives du Québec sur divers aspects tels que la démographie, le marché du travail, les comptes économiques, les exportations, les investissements et les permis de bâtir, le logement, le revenu des familles, l'éducation, la santé ainsi que la culture et les communications. Les textes ont été écrits par des spécialistes de divers domaines et sont accompagnés d'une panoplie de figures, de cartes thématiques et de tableaux statistiques.

- Par ailleurs, le *Bulletin statistique régional* présente des analyses encore plus détaillées pour chaque région administrative et également pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les territoires équivalents (TE).

DE L'INFORMATION CRUCIALE POUR LA SANTÉ DES QUÉBÉCOIS

- Publication du rapport intitulé « Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer, 2008 : portrait statistique des personnes ayant reçu un traitement ». Cette publication était également accompagnée d'un recueil statistique présentant les données régionales issues de l'enquête.

- Publication des résultats de l'Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire, 2008. Ce rapport a pu compter sur la collaboration de divers chercheurs en santé.

- Trois nouvelles publications dans la collection « Zoom santé » en 2009-2010. La première nous présente les résultats d'une étude comparative entre la France et le Québec (« La perception de la santé dans la population de 55 ans et plus et les caractéristiques de santé modulant cette perception en France et au Québec »); la seconde met en lumière certains comportements à risque chez les élèves du secondaire (« Alors que le cigarillo perd des adeptes, le poker gagne du terrain chez les élèves du secondaire »); tandis que la dernière porte sur le suicide au Québec (« Idées suicidaires et tentatives de suicide au Québec : un regard sur les liens avec l'état de santé physique ou mental et le milieu social »).

LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS : UNE PRÉOCCUPATION DE LONGUE DATE

- Depuis septembre 2009, les fichiers comprenant de nouvelles pondérations et regroupant les données validées des 10 collectes réalisées dans le cadre de l'ÉLDEQ depuis 1998 et incluant comme données inédites celles découlant de la collecte 2008 sont accessibles par des tiers à des fins de recherche.

LA CULTURE A LA COTE À L'OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC (OCCQ)

- Pour la première fois, diffusion de nombreux tableaux sur les bibliothèques publiques québécoises ainsi qu'une analyse comparant leur évolution depuis 1995 avec les bibliothèques publiques de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et des États-Unis. Les principaux acteurs des milieux documentaires ont fait l'éloge de ces travaux.

- Publication d'un ensemble de tableaux statistiques ainsi qu'une analyse des dépenses des municipalités au titre de la culture en 2007. L'analyse démontre l'importance des municipalités dans le financement de l'offre culturelle au Québec, surtout en ce qui concerne les bibliothèques.

- Présentation d'un État des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives. Cet ensemble de 11 cahiers présente une analyse de la situation des établissements de ce domaine culturel selon leur spécificité à l'aide de nombreuses statistiques à propos de leurs principales caractéristiques : ressources, activités, publics, impact économique.

LE RAYONNEMENT DES TRAVAUX SUR LA QUALITÉ DE L'EMPLOI

- À l'automne 2008, l'Institut a diffusé la publication *La qualité de l'emploi au Québec. Développements conceptuels et création d'une typologie. État actuel de la réflexion.* Dans cette publication, l'Institut propose les résultats d'une réflexion entourant la création d'une nouvelle typologie permettant une meilleure compréhension de la qualité de l'emploi au Québec, à partir de quatre dimensions, soit la rémunération, la qualification, la stabilité et la durée du travail. En 2009-2010, la typologie a notamment été utilisée pour le développement d'un indicateur de la qualité de l'emploi diffusé dans le cadre des travaux sur le développement durable.

UNE PREMIÈRE POUR LE QUÉBEC : LE DÉVOILEMENT DES INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- En tant que diffuseur officiel des indicateurs de développement durable, l'Institut a mis en ligne, pour la première fois à l'automne 2009, les *Indicateurs pour surveiller et mesurer les progrès réalisés au Québec en matière de développement durable* et les *Indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable*. L'Institut a été invité par la Commission des transports et de l'environnement à participer aux consultations particulières sur le document intitulé *Une première liste des indicateurs de développement durable*.

LE POINT SUR L'INVESTISSEMENT MINIER

- L'Institut a publié, en novembre 2009, un bulletin faisant le point sur l'investissement minier au Québec. En effet, depuis novembre 2005, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) a délégué à l'Institut de la statistique du Québec la gestion du Programme de statistiques minières du Québec. Ce programme comporte trois volets principaux : 1) la production minérale (valeur et quantité des livraisons); 2) l'investissement minier incluant les dépenses d'exploration et de mise en valeur et 3) les entreprises de forage carottier.

- L'enquête annuelle 2008 sur l'investissement minier ainsi que le recensement annuel des mines, carrières et sablières de 2008, réalisés en collaboration avec Ressources naturelles Canada, se sont déroulés au cours du printemps 2009 et visaient à préciser les données provisoires pour la même période obtenues au cours de l'automne 2008.

DES INNOVATIONS À SOULIGNER

LA MODERNISATION DES PROCESSUS DE COLLECTE

- En vue d'alléger le fardeau des participants aux enquêtes et d'améliorer les façons de faire en s'appuyant sur les technologies de l'information, l'Institut a amorcé le projet de modernisation des processus et des outils de collecte. À terme, ce projet favorisera une réutilisation des composants technologiques ainsi que l'intégration optimale de tous les outils supportant les divers modes de cueillette de l'information. Au cours du prochain exercice, l'architecture de la solution de même que la première phase de réalisation devraient être mises en œuvre.

LA VALORISATION DU PARTENARIAT

- Dans le respect de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, conclusion d'entente avec la Régie de l'assurance maladie du Québec pour avoir accès au fichier des numéros de téléphone des personnes qui y sont inscrites afin de réaliser l'Enquête québécoise sur l'expérience de soins et l'Enquête québécoise sur les limitations d'activité et le vieillissement. Ceci facilitera la nécessaire mise au point d'échantillons mieux ciblés avec des effets non négligeables sur le respect de la vie privée et le coût des enquêtes.

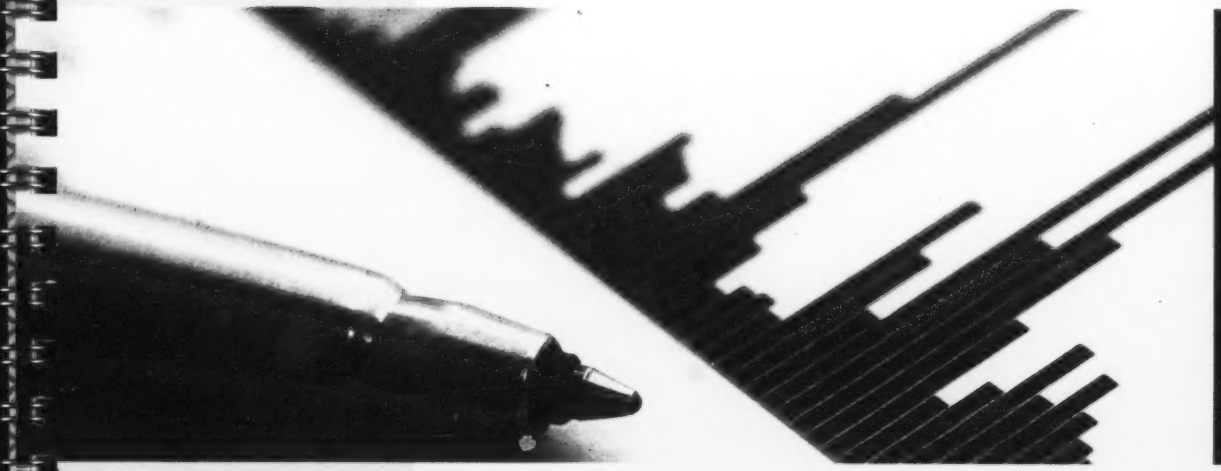
LA DIFFUSION SOUS LE SIGNE DU DYNAMISME

- Par le biais de son site Web, l'Institut permet un accès direct et gratuit aux données statistiques produites dans plusieurs domaines d'intérêt pour le Québec. La nature et les modes de prestation de services ont été bonifiés par l'utilisation accrue de la cartographie et de la géomatique.

UNE NOTORIÉTÉ QUI DÉPASSE LES FRONTIÈRES DU QUÉBEC

- Divers travaux ont contribué au rayonnement du Québec. À ce titre, l'Institut a participé à de nombreux congrès, colloques ou séminaires, démontrant ainsi son savoir-faire et ses avancées dans sa production statistique, sa méthodologie et son infrastructure. Des présentations sur des thèmes novateurs ont été effectuées au Maroc, au Portugal, en Espagne, en Italie, en France, de même qu'aux États-Unis et au Canada.

- L'Institut a également accueilli six délégations étrangères provenant de France, d'Haïti, de Chine et du Japon. Les experts étrangers étaient particulièrement intéressés aux modèles économétriques, aux indicateurs de développement durable, à la gestion de la qualité dans les enquêtes, au programme statistique bioalimentaire ainsi qu'à la gestion du système de statistiques intégrées sur le Québec.



PARTIE 3

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Les résultats liés au Plan stratégique 2009-2014, dont le tableau synoptique abrégé est présenté ci-dessous, sont abordés en fonction de chacun des 13 objectifs.

Le Plan stratégique 2009-2014 compte 35 indicateurs dont deux sont en évaluation et dix comportent des cibles. Lorsque possible, les résultats sont comparés à ceux des années antérieures.

NOTRE MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

NOTRE VISION

Au cœur de votre réflexion, en appui à vos décisions: notre leadership, notre expertise, notre contribution à l'avancement du Québec.

ENJEUX

Innovation pour un système statistique québécois intégré	Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec	Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATIONS

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles	Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité	Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXES D'INTERVENTION

Promotion d'alliances stratégiques	Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires	Adéquation de notre offre de service	Utilisation de l'information statistique	Engagement des ressources humaines	Pratiques de gestion performante
Objectifs 1 et 2	**Objectifs 3 et 4**	**Objectifs 5 et 6**	**Objectifs 7 et 8**	**Objectifs 9 à 11**	**Objectifs 12 et 13**

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 1

INTENSIFIER LES EFFORTS POUR ANTICIPER LA CONNAISSANCE STATISTIQUE NÉCESSAIRE POUR LE QUÉBEC

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des tribunes pertinentes où l'institut est présent	**3**
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**541** organisations participantes
Nature des domaines de connaissance couverts	**8** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	**221** activités de veille **3** projets innovants

Afin d'anticiper la connaissance statistique nécessaire pour le Québec, l'Institut de la statistique du Québec a intensifié ses efforts, notamment en participant aux instances gouvernementales au sein desquelles siègent des hauts dirigeants de la fonction publique québécoise ou des élus. L'Institut considère que de nombreux besoins sont exprimés par l'entremise de ces tribunes.

Au cours de l'année 2009-2010, trois tribunes ont permis de le confirmer :

- Invitation de la Commission des transports et de l'environnement à participer aux consultations particulières sur le document intitulé « Une première liste des indicateurs de développement durable pour surveiller et mesurer les progrès réalisés au Québec en matière de développement durable ».
- Audition de la Commission de l'administration publique portant sur les interventions du gouvernement dans le secteur minier pour entendre le sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune, la sous-ministre du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le directeur général de l'Institut de la statistique du Québec.
- Présentation à une rencontre du Cercle des sous-ministres adjoints et des dirigeants d'organismes par le directeur général de l'Institut des opportunités de partenariat avec les ministères et organismes gouvernementaux québécois.

L'Institut porte constamment attention aux besoins exprimés, que ce soit par ses propres comités consultatifs, par les comités d'orientation de projets ou par les tables de travail, les comités directeurs ou scientifiques. Ainsi, l'Institut a consulté 541 organisations dans divers secteurs pour anticiper les besoins en statistiques du Québec.

- Conséquemment, en 2009-2010, plusieurs champs de connaissance statistique ont été enrichis avec de nouveaux thèmes. Parmi ceux-ci, en matière de travail, une réflexion sur les concepts et les indicateurs liés à la question des pénuries de main-d'œuvre a été amorcée; il en est de même pour le thème de la culture et des communications avec les développements en matière de société du savoir et d'économie sociale. Le domaine du développement durable a été enrichi par des travaux sur les comptes de l'environnement, sur l'empreinte écologique ainsi que par le développement d'un indicateur sur la qualité de l'emploi. Finalement, la

participation sociale, la conciliation travail-famille (notamment les services de garde), les relations intergénérationnelles et la maturité scolaire des enfants sont autant de champs de connaissance statistique qui ont été approfondis ou qui ont fait l'objet de travaux préparatoires à une éventuelle production statistique.

L'anticipation de la connaissance se traduit également par des activités de veille, de recherche et développement qui permettent une meilleure évaluation des enjeux de la société québécoise.

- Ces activités de veille prennent deux formes à l'Institut. La première plus formelle conduit à la production de revues de littérature, de dossiers de veille ou de publications. La seconde forme est informelle. À ce titre, il faut mentionner que tous les professionnels réalisent une veille continue dans leur domaine particulier d'expertise pour une compréhension toujours actuelle des enjeux. Ce type de veille inclut les participations aux conférences et colloques.

- Les activités de recherche et développement (R-D) comprennent deux volets, soit d'une part, les activités R-D proprement dites et d'autre part, les projets innovants, selon les définitions proposées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'Institut poursuit sa réflexion quant au programme de R-D et d'innovation à mettre en place, selon les disponibilités budgétaires. Cette année, trois projets innovants sont amorcés; ils concernent:

  - les pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans l'administration publique québécoise;
  - la rémunération comparée dans les entreprises de 200 employés et moins;
  - l'évolution du taux de réponse aux enquêtes de l'Institut.

NATURE DES ACTIVITÉS DE VEILLE	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Rapports de veille diffusés sur le Réseau gouvernemental (RVIPP)	31
Bulletins de veille interne	14
Revue de littérature – Rapport d'analyse	4
Participation à des conférences – colloques – présentations (activités de développement)	172

Sources:
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 2

CONSOLIDER LE SYSTÈME DE STATISTIQUES OFFICIELLES DANS UNE PERSPECTIVE DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE COHÉRENCE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles	En évaluation
Nombre et nature des activités de consolidation	**31** activités
Pourcentage des statistiques officielles disponibles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec	En évaluation

L'objectif de consolidation du système de statistiques officielles se réalise dans le cadre d'un partenariat gouvernemental important. Étant donné l'envergure des réflexions ainsi que les répercussions positives majeures pour l'ensemble des producteurs de statistiques du gouvernement du Québec, l'Institut poursuit ses travaux afin d'évaluer le plus justement possible les deux indicateurs.

L'Institut poursuit cependant la concertation en matière statistique au bénéfice des ministères et organismes.

NATURE DES ACTIVITÉS DE CONSOLIDATION	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Achat regroupé de données statistiques auprès de Statistique Canada avec des ministères et organismes québécois	14
Représentation auprès de Statistique Canada pour les besoins d'un ministère ou organisme	5
Collaboration sur certains projets avec des ministères et organismes afin d'éviter les dédoublements, les chevauchements, etc.	2
Participation conjointe à des enquêtes de Statistique Canada ou démarches réalisées dans ce sens	10

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 3

ALLÉGER LES DEMANDES D'INFORMATION AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**244** publications ou tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**15** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal, adapté à la réalité du participant	**89 %**

Les participants aux enquêtes, tant les citoyens que les entreprises, contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut qui valorise leur apport. Aussi l'Institut cherche à alléger leur tâche autant que possible en exploitant davantage les données administratives disponibles, en consolidant les demandes d'information provenant de plus d'une entité ou en recourant à des modes de collecte adaptés à la réalité des participants.

En 2009-2010, l'Institut a initié une réflexion sur la mesure de la production statistique réalisée à partir de données existantes. Les résultats de cette année ciblent principalement le secteur des statistiques économiques et de développement durable. Ce secteur représente 65 % de la production statistique. Ainsi, 244 ou 70 % des publications ou tableaux ont été produits en recourant à des sources de données existantes.

Par ailleurs, 15 enquêtes regroupaient les demandes d'information de plus d'une entité gouvernementale, alors que 89 % des enquêtes offraient la possibilité aux participants d'utiliser plus d'un mode de collecte (électronique, par téléphone, par la poste ou en face à face) pour fournir les données demandées selon le mode qui leur convenait.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 4

DE CONCERT AVEC LES PARTENAIRES, ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume des sources de données disponibles	**431**
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**21**

Tant la diversification des sources que les ententes pluriannuelles visent à assurer la disponibilité des données pour la production statistique.

En 2009-2010, 431 sources ont fourni les fichiers de données nécessaires à la production des tableaux et des publications de l'Institut.

En 2009-2010, 21 ententes ont garanti l'approvisionnement de données à long terme :

- Accord concernant l'échange de renseignements statistiques entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec – Partage de renseignements des enquêtes entreprises à participation obligatoire;
- Ententes avec Statistique Canada (4) :
  - sur la valeur des permis de bâtir (1 an avec possibilité de renouvellement);
  - pour obtenir les données sur la mesure du faible revenu et le rapport de dépendance économique par région (1 an avec possibilité de renouvellement);
  - pour l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes;
  - permettant l'intégration de participants de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (réalisée par Statistique Canada) à l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec.
- Entente avec l'Observatoire des sciences et des technologies de l'Université du Québec à Montréal concernant la production de statistiques sur les brevets et les publications scientifiques par territoire de CRÉ de la Montérégie;
- Convention avec l'Agence du Revenu du Canada concernant les conditions de communication des renseignements confidentiels portant sur les activités d'entreprises;
- Recension de onze ententes dans le domaine bioalimentaire;
- Ententes avec la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport dans le cadre de l'Étude sur le développement des enfants du Québec;
- Entente avec Revenu Québec pour les données sur les entreprises culturelles.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 5

MISER SUR DES PRODUITS
ET DES SERVICES PERMETTANT
À NOS CLIENTS DE RÉAGIR
À LA DYNAMIQUE ÉVOLUTIVE
DES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume d'utilisation des produits et services	**112** ententes **77** présentations (congrès, colloques) **1 091 697** sessions sur le site Web **475 670** consultations des publications électroniques
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 108** mentions

L'Institut de la statistique du Québec contribue, par son expertise hautement reconnue et appréciée, à la réalisation de la mission de divers ministères et organismes et de leurs mandats qui s'inscrivent dans les priorités gouvernementales.

À titre d'exemple, l'Institut a mis à la disposition de plus de 112 clients l'expertise de ses ressources humaines que ce soit pour le développement d'indicateurs, pour des études d'impact économique, pour des enquêtes d'intérêt public ou des publications spécifiques. Ainsi, les travaux de l'Institut ont permis aux spécialistes et décideurs de mieux connaître les divers secteurs d'activité et d'y adapter leurs produits et leurs services.

Les présentations par les spécialistes de l'Institut, les sessions sur le site Web de même que les consultations des publications électroniques réaffirment l'appréciation des travaux de l'Institut.

L'utilisation des produits et services est aussi mesurée par le nombre de moyens mis en œuvre pour valoriser les travaux.

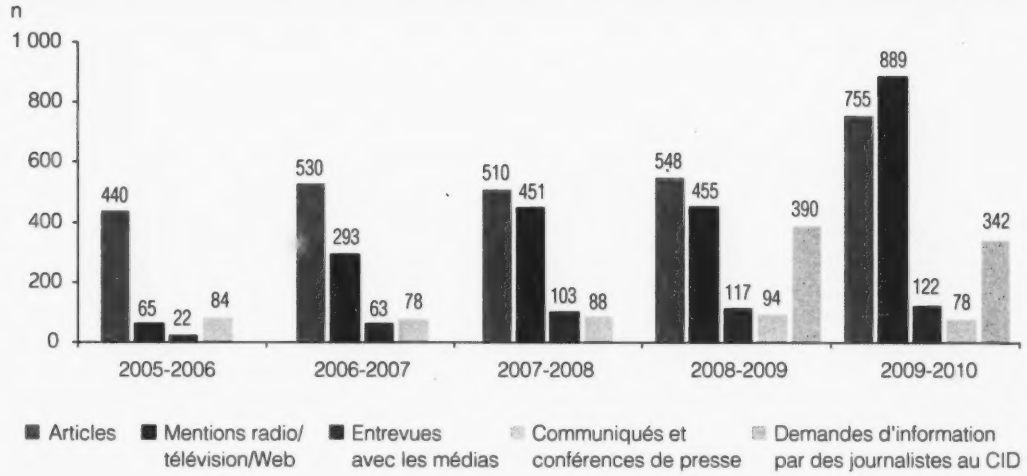
VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES PAR SECTEUR

Nombre d'ententes	Ministères et organismes	Secteurs municipal et régional	Entreprises privées	Autres
2009-2010	34	6	58	14

VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

Nombre de	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variation 2009-2010 / 2008-2009 (%)
Présentations à un congrès, colloque, séminaire	66	62	68	68	77	+13,2%
Sessions sur le site Web			1 209 682	1 042 117	1 091 697	+4,76%
Consultations des publications électroniques				425 019	475 670	+11,9%

NOMBRE DE CITATIONS DANS LES MÉDIAS



Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la gestion.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 6

MAINTENIR LA QUALITÉ ET LA NEUTRALITÉ DE NOTRE INFORMATION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des clients	—
Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	**93 %** (CID) **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)
Taux de conformité aux dates de publication annoncées	**74,1 %**
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **100,25**

La mesure du taux de satisfaction demeure une priorité et un indice de qualité pour l'Institut qui compte mettre en place un plan de mesure de la satisfaction par type de produits et de services. En ce sens, en 2009-2010, le taux de satisfaction des utilisateurs du site Web a été mesuré (objectif 7).

L'Institut continue de s'assurer de **respecter ses engagements en termes de délais**.

- Le Centre d'information et de documentation (CID) a traité 93 % des demandes d'information dans un délai de trois jours.

- Les services d'accès aux données à des fins de recherche ont traité, en 2009-2010, 100 % des demandes quant à leur recevabilité, et ce, dans un délai maximal d'un mois.

Depuis sept ans, l'Institut publie le *Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise*. L'édition portant sur la programmation 2009-2010 a été diffusée comme prévu en avril 2009. Cette façon de faire contribue non seulement à informer la clientèle de sa production, mais également à confirmer la neutralité, la crédibilité et l'intégrité de l'Institut en ce qui a trait à la livraison de ses produits et services.

- En 2009-2010, **le taux de conformité aux dates de publications annoncées** est de 74,1 %. Des 321 publications annoncées, 83 n'ont pu être publiées dans les délais. Le non-respect de ces dates s'explique en partie par des facteurs qui sont hors du contrôle de l'Institut (par exemple, retard dans l'obtention ou non-disponibilité de certaines données provenant de ministères ou d'organismes).

Dans le contexte d'une difficulté grandissante à obtenir un **taux de réponse** élevé (individus et entreprises), l'Institut s'est doté de divers moyens pour maintenir la qualité des informations statistiques : utilisation de divers modes de collecte adaptés à la demande d'information et au participant, validation préalable des outils de collecte, etc.

Le taux de réponse aux enquêtes est l'une des principales mesures de performance. Il constitue également un grand enjeu car dans toutes les grandes organisations statistiques, on observe une difficulté grandissante à atteindre les résultats désirés.

Deux grandes catégories d'enquêtes sont menées à l'Institut, celles auprès des ménages et des individus et celles auprès des entreprises et des institutions. Chacun de ces types d'enquêtes posent des défis particuliers quant aux opérations de collecte et des stratégies distinctes doivent être développées pour assurer un taux de réponses permettant la production de données statistiques fiables.

Les résultats obtenus pour les enquêtes du présent exercice, tant au niveau des ménages que des entreprises, permettent généralement de procéder à l'inférence statistique à la population visée, condition essentielle à la production de données représentant un portrait réel d'une situation.

Pour l'année 2009-2010, la moyenne des taux de réponse pour les enquêtes auprès des individus et des ménages est de 66,0 %, représentant globalement près de 55 000 questionnaires complétés. Du côté des enquêtes auprès des entreprises et des institutions, la moyenne des taux de réponse est de 91,4 %, pour un nombre de questionnaires complétés de près de 50 000.

La moyenne des taux de réponse annuels permet de situer le lecteur en regard des résultats obtenus pour une période donnée. Considérant que la programmation annuelle des enquêtes de l'Institut varie d'une année à l'autre et que la population à rejoindre ainsi que les objectifs du projet ne ciblent pas tous le même niveau de taux de réponse, la lecture des taux moyens ne permet pas une comparaison juste d'une année par rapport à une autre.

Pour assurer une comparaison dans le temps de la performance de l'Institut, un ratio a été défini. Tout d'abord, pour chaque enquête dont la collecte s'est terminée en 2009-2010 et pour laquelle il est possible d'obtenir une donnée similaire réalisée antérieurement, le rapport entre le taux de réponse obtenu en 2009-2010 et le taux de réponse antérieur est calculé. La valeur finale du ratio est obtenue en calculant la moyenne des rapports pour les enquêtes ainsi considérées et en la multipliant par la valeur 100. Pour l'année 2009-2010, le ratio est de 100,25[2]. Ainsi, les efforts déployés ont permis de maintenir les taux de réponse, en conséquence, la qualité des informations statistiques qui découlent des opérations de collecte.

2. Explication de la valeur de l'indicateur :
   - s'il prend la valeur 100, on peut dire que la tendance est stable et que les taux de réponse pour les enquêtes comparables se maintiennent par rapport à l'année précédente;
   - s'il prend une valeur supérieure à 100, les taux de réponse sont en progression;
   - s'il est toutefois inférieur à 100, les taux de réponse ont tendance à décroître.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la gestion, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 7

ASSURER UN ACCÈS CONVIVIAL À L'INFORMATION STATISTIQUE EN MISANT SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature de modes de prestation de services	**7** nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	**91,9 %** (site Web)

L'Institut a amorcé la refonte de ses services Web, ce qui lui permettra, entre autres, d'intégrer les trois nouveaux standards gouvernementaux sur l'accessibilité des sites Web aux personnes handicapées. Ces standards, encore au stade de projets, ont déjà le statut de pratique recommandée d'ici leur adoption prévue à l'automne 2010.

L'Institut mise sur les nouvelles technologies pour transformer et rendre plus conviviaux la prestation de services et l'accès à l'information statistique.

NATURE DES MODES DE PRESTATION DE SERVICES

En 2009-2010, sept nouveaux services sont maintenant disponibles :

- Dans la BDSO, introduction de présentations graphiques sous forme de tableau de bord des statistiques sur certaines thématiques, ce qui en facilite l'analyse.
- Dans le site Web de l'Institut, accès à une pyramide évolutive des âges qui permet de suivre dynamiquement la progression depuis 1971 et les projections à long terme de la population du Québec.
- Amélioration des infrastructures technologiques qui supportent la prestation électronique de services pour combler les besoins de la clientèle tant interne qu'externe.
- Portail Web offrant une porte d'entrée sur un large éventail de ressources, de services et d'informations.
- Disponibilité de logiciels intégrés misant sur l'utilisation de données géospatiales et des fonctions avancées d'exploration de données (forage).
- Mise en ligne en avril 2009 de l'extranet des participants à l'Enquête sur la rémunération globale au Québec (ERG). Par le biais du site sécurisé de l'Institut, les entreprises participantes peuvent transmettre leurs fichiers de rémunération et obtenir des produits personnalisés.
- Transmission des résultats de l'ERG 2009 à Emploi-Québec sur support électronique.

En 2009-2010, le taux de satisfaction à l'égard du site Web de l'Institut est de 91,9 %, en hausse de 3,4 % par rapport au sondage de 2007.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux services à la gestion.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Repondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 8

MAXIMISER L'EXPLOITATION DES DONNÉES PAR DES TIERS À DES FINS DE RECHERCHE ET DE PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	**42** projets
Nombre de banques de données utilisées	**85** banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	**4** alliances

NATURE DES PROJETS D'EXPLOITATION SECONDAIRE DE DONNÉES :

- Dans le cadre des activités des services d'accès aux données à des fins de recherche, plusieurs demandes concernent le Registre des événements démographiques, soit un total de 23 en 2009-2010.
- On dénombre six nouveaux contrats signés et sept nouvelles ententes avec des ministères et organismes en 2009-2010.
- De plus ont été entrepris six nouveaux projets d'exploitation secondaire de données par des chercheurs.

NOMBRE D'ALLIANCES EN VUE DE PERMETTRE L'EXPLOITATION DE DONNÉES :

- Deux ententes en relation avec des estimations de la population des municipalités par l'entremise du Fichier des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) :
  - renouvellement de l'entente MAMROT-ISQ (décret annuel);
  - partenariat avec Statistique Canada (assiette fiscale des impôts fonciers).
- Mobilité et indicateur de défavorisation : démarrage de la collaboration avec l'INSPQ.
- Travaux en cours en vue de permettre une entente-cadre pour l'échange de fichiers administratifs avec la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 9

ASSURER LA DISPONIBILITÉ DE L'EXPERTISE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de vulnérabilité des emplois	**24%**
Nombre de jours de formation et de recherche et développement par ETC	**5,88** jours de formation par ETC **0,57** jour en R–D par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	**4,3%**
Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables	**2,78%**

L'Institut accorde une attention soutenue à la disponibilité de l'expertise. Dans le cadre de la mise à jour de la planification annuelle de la main-d'œuvre, les gestionnaires ont mis en place des plans d'action visant l'amélioration de l'organisation du travail, le transfert de connaissances et le développement des compétences. Ainsi, les mesures suivantes ont été entreprises étant donné le taux de vulnérabilité qui s'établit à 24%.

- Réalisation de concours afin de satisfaire aux besoins de relève.
- Embauche d'étudiants et de stagiaires.
- Dans le site Web de l'Institut, introduction d'une nouvelle section dynamique sur les possibilités d'emplois à l'Institut permettant désormais aux personnes intéressées d'être avisées de toute nouvelle offre dans leur secteur d'intérêt.
- L'Institut a effectué une démarche auprès du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) afin de se faire reconnaître un nombre d'équivalents temps complet (ETC) en lien avec sa réalité d'affaires. Le SCT a reconnu 50 ETC additionnels.

Les investissements en formation constituent pour un organisme comme l'Institut un volet important de la gestion proactive des ressources humaines, ce qui explique les montants (4,3% de la masse salariale) et le temps (5,88 jours par ETC) qui y sont consacrés.

Par ailleurs, bien que les réflexions se poursuivent sur les activités de R-D, l'Institut a consacré 0,57 jour par ETC dans trois projets innovants.

NOMBRE DE JOURS DE FORMATION ET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT PAR ETC

	Nombre de jours de formation par ETC	Nombre de jours de R-D par ETC
2009-2010	**5,86**	**0,57**
2008-2009	3,57	---
2007-2008	3,34	---
2006-2007	4,25	---
2005-2006	3,79	---

TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL EU ÉGARD AUX EMPLOIS VULNÉRABLES

	Emplois réguliers vulnérables (%)	Emplois occasionnels vulnérables (%)	Total emplois vulnérables (%)
2009-2010	**4,15**	**0,76**	**2,78**
2008-2009	0,52	0,90	0,66

Les mesures adoptées le 27 octobre 2009 par le SCT concernant le gel du recrutement pour les emplois réguliers et occasionnels dans la fonction publique ont provoqué une augmentation de la mobilité du personnel régulier entre les ministères et organismes. Ainsi, 4,15 % du personnel occupant des emplois réguliers identifiés comme vulnérables à l'Institut ont accepté des offres d'emploi dans d'autres ministères ou organismes. Le SCT confirme également pour 2009-2010 une augmentation des offres d'emplois réguliers sur leur site d'emploi.

Le total du taux de roulement des emplois vulnérables, soit 2,78 %, correspond à huit employés réguliers et un occasionnel identifiés comme vulnérables et qui sont partis de l'Institut sur un total moyen de 324 employés.

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 10

MAINTENIR LA MOBILISATION ET LA MOTIVATION DU PERSONNEL AFIN DE RELEVER NOS DÉFIS

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des employés	—
Taux d'absentéisme	**4,79 %**
Taux de participation des employés à une activité de mobilisation et de motivation	**100 %**

Le climat organisationnel et le taux d'absentéisme permettent de juger de la mobilisation et de la motivation du personnel. C'est ainsi que périodiquement l'Institut mesure le taux de satisfaction des employés.

- La dernière étude sur le climat organisationnel a été menée en 2007 et la prochaine est prévue pour l'automne 2010. Ainsi, aucun résultat ne peut être fourni pour l'année 2009-2010.

- En 2007, l'étude sur le climat organisationnel révélait que 91 % des employés se disaient satisfaits ou très satisfaits. Les directions ont depuis mis en œuvre des plans d'action pour maintenir un climat organisationnel sain ou l'améliorer.

Afin de comparer le taux d'absentéisme de l'Institut avec celui de la fonction publique, l'année de référence retenue est l'année civile 2008. Le taux d'absentéisme de l'Institut en 2008 était légèrement inférieur à la moyenne annuelle de l'ensemble de la fonction publique, soit 4,79 % par rapport à 4,87 %.

En 2009-2010, tous les employés de l'Institut de la statistique du Québec ont participé à au moins une activité de mobilisation ou de motivation, notamment lors de la présentation par le directeur général du nouveau Plan stratégique 2009-2014.

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

ENJEU 3

Qualité et agilite organisationnelle

ORIENTATION 3

Se demarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 11

RECONNAÎTRE LA CONTRIBUTION DES RESSOURCES HUMAINES AU SUCCÈS DE L'ORGANISATION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	**6** types d'activité
Taux des évaluations de rendement effectuées	**53,3 %**
Taux d'application des recommandations émises par les employés	Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en janvier 2010

L'année 2009 marquait le dixième anniversaire de l'Institut. Le 16 juin, une activité sous le signe de la reconnaissance réunissait tous les employés, artisans des 10 ans de succès de l'Institut. Ce fut aussi l'occasion pour le directeur général de leur présenter la vision stratégique 2009-2014.

Diverses activités ont aussi été réalisées dans toutes les directions générales adjointes :

- Rencontres pour reconnaître la contribution des employés aux travaux de l'Institut.
- Plan de développement personnalisé.
- Bonis au rendement.
- Octroi du statut permanent à des employés occasionnels.
- Séminaires de partage d'expertises.

53,3 % des employés ont reçu des attentes ou une évaluation de leur rendement entre le 1er avril 2009 et le 31 mars 2010.

Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en 2009-2010. La première rencontre visait l'appropriation des concepts de la reconnaissance. Formé d'employés représentant les différentes directions de l'Institut, le Comité a prévu trois rencontres pour élaborer et recommander des mesures visant l'amélioration de la reconnaissance. À l'issue de ces rencontres, il y aura dépôt des recommandations à la haute direction. Un mécanisme de suivi de l'application des recommandations sera alors mis en place.

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 12

DISPOSER DE L'INFORMATION DE GESTION INTÉGRÉE PROPICE À LA PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**4** processus révisés

Afin d'améliorer la gestion de l'information en appui à la prise de décision, l'Institut a entrepris une révision de plusieurs processus.

En 2009-2010, la priorité a été accordée aux processus liés à la gestion des ressources humaines ou financières, la gestion des contrats et la gestion documentaire.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES : AMÉLIORATION D'OUTILS DE GESTION

suivi de la masse salariale, des ETC et des investissements en formation;

connaissance améliorée des expertises disponibles au sein de l'Institut (dépôt sur l'intranet de l'organigramme des directions);

optimisation du système de gestion de paie des employés sur appel;

développement d'une base de données sur les déplacements hors Québec.

RÉVISION ET SYSTÉMATISATION DU PROCESSUS DE GESTION CONTRACTUELLE

Après avoir complété l'évaluation des besoins en 2009-2010, l'Institut compte informatiser l'élaboration des contrats en 2010.

GESTION DOCUMENTAIRE

Dans le respect du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels*, le système de gestion documentaire et le plan de classification ont été revus. Les travaux menés faciliteront la classification, le classement et le repérage des documents administratifs détenus par l'Institut et qui pourraient faire l'objet d'un droit d'accès par un citoyen. Le plan de classification a d'ailleurs été rendu public dans le site Web sous la section Accès à l'information.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la gestion, Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 13

OPTIMISER LA GESTION DES RISQUES, DES OPÉRATIONS ET DES PROJETS EN S'INSPIRANT DES MEILLEURES PRATIQUES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**7** processus révisés

La vision stratégique de l'Institut entraîne un examen rigoureux des risques stratégiques, financiers, opérationnels et technologiques qui peuvent mettre en péril son fonctionnement, sa rentabilité, son développement ou sa pérennité. À l'Institut, il apparaît absolument nécessaire de placer la question de la gestion des risques à l'intérieur d'une approche globale car tant les processus composant la chaîne de production statistique que les processus administratifs afférents sont générateurs de risques. À l'avenir, chacun de ces processus sera examiné pour réévaluer le mode de fonctionnement de l'organisation.

Déjà en 2009-2010, diverses initiatives mises de l'avant touchent de prime abord, la gouvernance, la sécurité de l'information, l'acquisition de données, la gestion contractuelle et les systèmes liés à la gestion des ressources humaines et matérielles :

- Réalisation d'un diagnostic organisationnel pour permettre un repositionnement de la gouvernance mais aussi des modes de gestion des programmes, des systèmes de production de la statistique ainsi que l'organisation du travail.
- Adoption de la *Politique de sécurité de l'information* qui met en place les mesures pour faire face aux menaces et ainsi éliminer ou réduire significativement les risques. La crédibilité de l'Institut repose sur le respect de la confidentialité des renseignements obtenus en vertu de sa mission. Ces renseignements doivent être protégés, car les incidences des bris de sécurité seraient considérables et pourraient diminuer la capacité de l'Institut de livrer des services, réduire la productivité du personnel et nuire au respect de la vie privée des citoyens.

Pour réaliser sa mission, l'acquisition et l'utilisation de données provenant de divers fournisseurs constituent une des pierres d'assise de la production statistique. En ce sens, l'Institut a mis en place un bureau de gestion du droit d'auteur dédié à l'acquisition ou à l'octroi de droits d'utilisation ou de diffusion de données. Des ressources ont été affectées à l'accompagnement et à la formation en droit d'auteur de plus de 196 employés.

- Dans le respect de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et des règlements qui en découlent, désignation d'un secrétaire de comités de sélection pour s'assurer de l'application des principes de saine gestion édictés en matière de gestion contractuelle.

- Optimisation des systèmes liés à la gestion des ressources humaines :

  - Analyse des impacts de l'implantation de SAGIR : évaluation des risques, des processus d'affaires.

  - Entretien des systèmes existants relatifs aux paies variables et à l'« Espace employé ».

- Optimisation des systèmes liés à la gestion des ressources matérielles : traitement centralisé des demandes de la clientèle interne.

- Renforcement du Bureau de projets chargé d'intervenir particulièrement dans les projets présentant une importance stratégique pour l'Institut. Le Bureau de projets relève du directeur général depuis juin 2009.

Au cours des prochaines années, la poursuite de la revue des programmes statistiques et des programmes administratifs devrait se traduire par une stratégie intégrée de gestion des risques.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la gestion, Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques.

PARTIE 4

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013

Dans le cadre de sa mission, et ce, depuis 2006, l'Institut « doit entre autres recueillir, produire et diffuser les informations statistiques requises pour aider à l'élaboration et au suivi de la stratégie de développement durable du gouvernement, dont celles requises pour les indicateurs de développement durable, ainsi que celles nécessaires à la réalisation des rapports prévus par la Loi sur le développement durable. » Pour ce faire, l'Institut travaille en étroite collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) et il est un membre actif du Comité interministériel du développement durable (CIDD).

En outre, le 31 mars 2009, comme l'ensemble des organisations gouvernementales, l'Institut a rendu disponible sur son site Web le plan d'action de développement durable 2008-2013. Ce plan a été consulté 3 967 fois entre le 1er avril 2009 et le 31 mars 2010.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Poursuivre la promotion du concept et des principes de développement durable

ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT À LA RÉALISATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION À LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU PERSONNEL

GESTES	SUIVI
Présenter le plan d'action de développement durable de l'Institut aux employés.	**Débuté** Lors de la Journée de l'environnement dans l'Administration publique, le 22 avril 2009, le directeur général a présenté le plan d'action et des réalisations de 2008-2009 à près de 80 employés réunis pour l'occasion. L'Officière en développement durable a présenté, en 2009-2010, la démarche gouvernementale et le plan d'action organisationnel à plus de la moitié des employés de l'Institut.
Diffuser au moins deux articles sur le développement durable dans le journal interne.	**Réalisé** En 2009-2010, deux articles ont été diffusés notamment sur la définition du développement durable.
Réaliser et diffuser un feuillet de sensibilisation.	**Réalisé** Tous les employés ont reçu en janvier 2010 un document présentant la démarche gouvernementale de développement durable tout en faisant ressortir l'importance de leur rôle dans cette démarche.
Diffuser des capsules dans l'intranet.	**En continu depuis 2008-2009**
Présenter le développement durable et le plan d'action aux nouveaux employés lors des journées d'accueil.	**Réalisé** Trois journées d'accueil ont eu lieu en 2009-2010 réunissant au total 56 employés.
Participer aux activités réalisées par le Bureau de coordination du développement durable (BCDD) du MDDEP.	**Débuté** Six employés de l'Institut ont participé aux activités réalisées par le BCDD (formations sur le cadre de gestion environnementale ou encore les événements de partage).

INDICATEUR CIBLE

Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable

- D'ici 2011, 100 % du personnel

Taux d'employés rejoints par les activités de formation au développement durable

- D'ici 2013, 50 % du personnel

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

La mesure du taux de sensibilisation sera effectuée uniquement en 2011 tel que convenu entre le Comité interministériel de développement durable et le Bureau de coordination du développement durable.

La mesure du taux de formation sera effectuée ultérieurement à la suite de la détermination des éléments évalués comme indispensables à la formation au concept de développement durable.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Faciliter la compréhension des statistiques officielles sur le développement durable

ACTION

DÉVELOPPER DES OUTILS POUR CONTRIBUER À UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES STATISTIQUES OFFICIELLES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTES	SUIVI
Créer la section dédiée au développement durable (site Web de l'Institut) et rendre disponibles des outils en facilitant la compréhension.	**Débuté** Mise en ligne de la section Développement durable sur le site Web en septembre 2009. - Diffusion des Indicateurs de développement durable et des Indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. - Publications : « L'empreinte écologique : revue de littérature et analyse critique » et « Indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Édition 2009 ». - Section sur les concepts et les définitions concernant les capitaux.
Créer la section dédiée au développement durable (intranet de l'Institut).	**Débuté** Enrichissement de la section dédiée au Comité de développement durable. La section traite notamment de la Loi, du Plan d'action de développement durable de l'Institut, des événements organisés dans le cadre du plan d'action, etc.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type des outils

> Outils mis en place

Nombre de consultations des sections dédiées au développement durable sur le site Web

> Hausse de 5 % par année

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Site Web de l'Institut > année de référence 2009-2010 : 38 357 consultations. L'atteinte de la cible sera donc vérifiée en avril 2011 et comparée avec l'année de référence.

Cependant, de nombreuses informations ont été diffusées sur le site Web et des outils facilitant la compréhension en matière statistique aussi bien qu'économique ont été mis à la disposition des internautes au cours de l'année.

Intranet de l'Institut > section Développement durable (année de référence 2009-2010) : 951 consultations de la section.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du developpement durable au Quebec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

ÉVALUER TOUT NOUVEAU PROJET DE PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE AU REGARD DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTES	SUIVI
Inclure le critère des principes de développement durable dans la gestion de projets.	**En suspens** Une réflexion est en cours sur les comités de gouvernance dont celui chargé de revoir la gestion de projets, le geste n'a pu être finalisé.
Réaliser un guide de prise en compte des principes de développement durable dans les projets.	**Débuté** Un projet de guide a été réalisé et est en cours d'évaluation.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des nouveaux projets évalués au regard des principes de développement durable

- D'ici 2012, 100 % des nouveaux projets

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Aucun nouveau projet n'a été évalué au regard des principes de développement durable.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

AUGMENTER LA PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE INCLUANT LES DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU QUÉBEC

GESTES	SUIVI
Réaliser des partenariats avec les ministères et organismes pour la production de nouvelles informations statistiques dans le domaine du développement durable.	**En cours** Les travaux sur les comptes de l'environnement se poursuivent.
Identifier tout nouveau projet de production d'information statistique où il serait pertinent d'inclure le développement durable.	**En cours** Plusieurs projets ont été identifiés. De nouvelles publications ont été annoncées dans le Calendrier de diffusion 2010-2011.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des publications incluant les dimensions du développement durable au Québec

> Hausse de 5 % par année

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Deux publications ont été réalisées en 2009-2010.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 2

Réduire et gérer les risques pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 4

Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser la prévention et l'amélioration de la qualité de vie au travail

ACTION

CONSOLIDER LES MOYENS ASSURANT LA PRÉVENTION ET PERMETTANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

GESTES	SUIVI
Créer un lieu d'échange pour les employés sur la qualité de vie au travail.	**En continu** La première rencontre a eu lieu le 11 mars 2010 et les représentants des différentes directions de l'Institut ont échangé sur la reconnaissance au travail.
Réaliser et actualiser le programme santé annuellement.	**Réalisé en 2009-2010** - 36 employés de l'Institut ont assisté à deux conférences midi. - 23 employés ont été vaccinés pour la grippe saisonnière. - 28 employés ont relevé le défi « Je prends l'air » et participé à des activités de plein air. - 93 employés ont également bénéficié du programme d'encouragement à l'activité physique. - Disponiblité d'un centre de conditionnement physique dans l'édifice de Québec.
Réaliser des évaluations et des adaptations ergonomiques de postes de travail.	**En continu** 15 employés ont bénéficié d'une évaluation pour des besoins spécifiques.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de moyens de prévention et d'amélioration de la qualité de vie au travail

- Moyens de prévention et d'amélioration mis en place

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Les moyens de prévention et d'amélioration mis en place sont détaillés dans le suivi des gestes posés.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES PRATIQUES ET DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT AUX DISPOSITIONS DE LA *POLITIQUE POUR UN GOUVERNEMENT ÉCO-RESPONSABLE*

GESTES	SUIVI
Mettre en place une gestion intégrée des documents.	**En cours** En 2009-2010, le plan de classification a été complété; l'Institut travaille actuellement à la refonte du calendrier de conservation des documents.
Faire l'acquisition de technologies environnementales.	**En cours** L'Institut apporte une attention particulière lors des achats d'équipement et lors de la rédaction des appels d'offres pour acheter des technologies environnementales.
Réaliser des achats écoresponsables.	**En cours** En 2009-2010, lors des réaménagements des bureaux représentant une superficie de 1 757 mètres carrés, l'Institut a utilisé uniquement du tapis recyclé et recyclable. Les paravents ainsi que les chaises ont été remis à neuf par l'Établissement de détention de Québec et par les Ateliers des Sourds de Québec.
Recycler les matières résiduelles générées.	**En continu** L'Institut recycle déjà ses déchets électroniques et participe également au programme « Visez juste ». L'implantation de la récupération des matières résiduelles est en cours et se terminera en juin 2010. L'Institut recycle également ses cartouches d'encre en les donnant à la Fondation Mira pour son financement. De même, ses ordinateurs sont remis à Ordinateurs pour les écoles du Québec.
Sensibiliser les employés.	**En continu** L'Institut a réalisé un sondage sur les habitudes de consommation énergétique auprès de ses employés. Des capsules sur l'intranet sont diffusées régulièrement sur des moyens d'améliorer les façons de faire.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de pratiques et activités

- Pratiques et activités mises en œuvre

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

La politique gouvernementale a été adoptée en juin 2009. Depuis, l'Institut travaille à mettre en place les mesures nécessaires pour son application. En 2009-2010, l'Institut a réalisé plusieurs activités en lien avec la gestion des matières résiduelles, la sensibilisation des employés, la gestion documentaire intégrée, l'acquisition de technologies environnementales ou toute autre acquisition écoresponsable possible.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

MINIMISER L'UTILISATION DU PAPIER DANS LES STRATÉGIES ET LES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE DONNÉES TOUT EN ASSURANT L'ATTEINTE DES TAUX DE RÉPONSE PRÉVUS DANS LES ENQUÊTES

GESTES	SUIVI
Évaluer les modes de collecte actuels et futurs.	**En cours**
Réaliser un plan d'action d'intégration des modes de collecte.	**En cours**
Définir une stratégie pour la diversification des modes de collecte, notamment par le Web.	**En cours** Activité de veille sur les meilleures pratiques
Réaliser un rapport concernant la stratégie de collecte du programme de statistiques sur les mines.	**Réalisé en octobre 2009**

INDICATEUR CIBLE

Ratio du nombre de feuilles de papier transmises par rapport au nombre d'entreprises à rejoindre

- D'ici 2013, réduction de 25 %

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Année de référence 2008-2009 : 5,6 feuilles par entreprise.

- Année 1 : 5,1 feuilles par entreprise soit une réduction de près de 9 % par rapport à l'année de référence.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

PRIVILÉGIER LA DIFFUSION ÉLECTRONIQUE DES STATISTIQUES OFFICIELLES

GESTES	SUIVI
Faire le bilan de l'utilisation des publications papier.	**Réalisé en 2009-2010**
Sélectionner les publications qui ne nécessitent pas d'impression papier pour les diffuser uniquement de façon électronique.	**Débuté en 2009-2010** Toutes les publications ayant un faible taux de vente ont été ciblées. Deux publications ont été diffusées uniquement par voie électronique.
Réduire l'impression des publications sélectionnées.	**Débuté** Diminution du nombre de copies de 18 publications imprimées.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage de réduction des publications papier

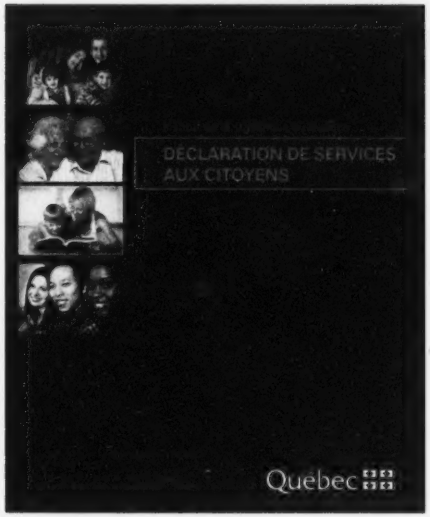
- D'ici 2013, réduction de 40 %

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Réduction de 21 % en 2009-2010

PARTIE 5

RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS



La *Déclaration de services aux citoyens* traduit l'engagement de l'Institut à offrir des services et des produits de qualité à la population québécoise. Dans une perspective d'amélioration continue, l'Institut actualisera, en 2010-2011, la Déclaration en ce qui concerne les processus relatifs aux demandes de renseignements généraux et aux plaintes. Cette démarche permettra de pallier certaines difficultés touchant ces activités tout en alignant la Déclaration sur le Plan stratégique 2009-2014.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PLAINTES ET DES COMMENTAIRES

L'Institut accorde une grande importance à tous les commentaires et les plaintes dans le souci d'améliorer de façon continue la qualité de ses services. Aux fins de la reddition de comptes, est considérée comme une plainte l'expression orale ou écrite d'une insatisfaction qui concerne la qualité d'un service, d'un programme ou le comportement d'un employé.

En 2009-2010, deux plaintes formelles ont été reçues :

- Ces deux plaintes ont été transmises à la Direction des ressources humaines par la Commission de la fonction publique et concernaient l'admissibilité à un concours. La décision initiale a été confirmée dans chacun des cas.

En outre, des commentaires formulés par des fournisseurs ont permis de revoir les mécanismes et les délais de traitement des factures.

Il importe de mentionner que les personnes qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser à l'Institut, qui s'engage à traiter les plaintes dans les cinq jours ouvrables suivant leur réception ou d'informer ces personnes s'il ne peut respecter ces délais. La possibilité d'accompagner les personnes ayant des incapacités dans la formulation d'une plainte est également offerte.

En 2009-2010, l'Institut a aussi entrepris une révision de la gestion des plaintes. Cette révision devrait permettre d'optimiser les mécanismes de gestion des plaintes incluant les canaux de communication à cet égard. La réflexion en cours a déjà permis de modifier dans le site Web de l'Institut le formulaire électronique pour l'acheminement des plaintes.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PARTICIPANTS AUX ENQUÊTES

Les participants aux enquêtes contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut. Non seulement l'Institut leur garantit la confidentialité des renseignements qu'il recueille auprès d'eux, mais il leur accorde le plus grand respect. L'Institut cherche à alléger leur tâche, en évitant le dédoublement d'enquêtes, en exploitant davantage les données administratives disponibles et en ayant recours à des modes de collecte diversifiés.

L'Institut est conscient de l'effort qui est demandé pour fournir les réponses. Ainsi, divers moyens pour alléger et faciliter la participation à une enquête sont offerts. À titre d'exemples :

- offrir le soutien du personnel recevant de la formation en continu, compétent et qui peut informer et assister le participant;
- diversifier les modes de collecte (postale, téléphonique, télécopieur, boîte vocale, en face-à-face et électronique) pour s'adapter aux préférences et à la réalité du participant;
- adapter les périodes de collecte en fonction de la disponibilité des participants (jour, soir et fin de semaine);
- convenir, dans certains cas, d'aménagement avec les participants sur la façon ou le moment pour la collecte des données.

L'Institut procède également à l'écoute de certaines des entrevues téléphoniques (sélectionnées au hasard) afin d'assurer notamment la qualité des interventions auprès des participants. Il s'agit d'une pratique courante et éprouvée utilisée par les agences gouvernementales de statistiques et également par toute organisation soucieuse de ses communications avec la clientèle.

Par l'adoption de la *Politique d'information au participant d'une enquête*, l'Institut confirme ses engagements à l'égard des participants qui sont au cœur de la mission de l'Institut. Cette politique, adoptée au cours de l'exercice 2009-2010, peut être consultée sur le site Web de l'Institut.

PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES

L'Institut rend disponible pour les participants aux enquêtes, sur son site Web, une section dédiée aux enquêtes en cours de collecte de données[3]. L'Institut rend également disponible, aux participants qui désirent obtenir plus d'information, une adresse électronique (<collecte@stat.gouv.qc.ca>).

3. www.stat.gouv.qc.ca/repondants/renseign_rep_enquete.htm

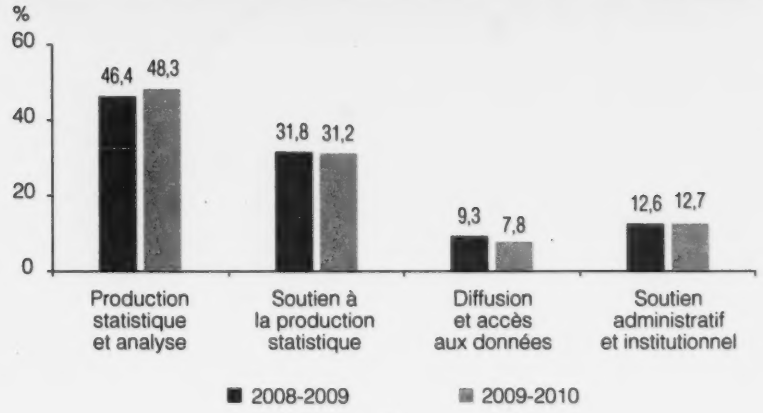
PARTIE 6

UTILISATION DES RESSOURCES

ÉVOLUTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

	Subventions (en M$)	Revenus autonomes (en M$)	Revenus totaux (en M$)	Portion des revenus autonomes (%)
2009-2010	**14,3**	**12,8**	**27,1**	**47,2**
2008-2009	14,3	14,4	28,7	50,2
2007-2008	14,3	12,0	26,3	45,6
2006-2007	14,4	10,1	24,5	41,2
2005-2006	13,6	10,1	23,7	42,6
2004-2005	15,5	7,7	23,2	33,2
2003-2004	16,5	6,6	23,1	28,6
2002-2003	16,0	7,8	23,8	32,8
2001-2002	14,3	6,3	20,6	30,6
2000-2001	13,8	5,4	19,2	28,1
1999-2000	11,8	5,2	17,0	30,6

UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES PAR ACTIVITÉ, 2008-2009 ET 2009-2010



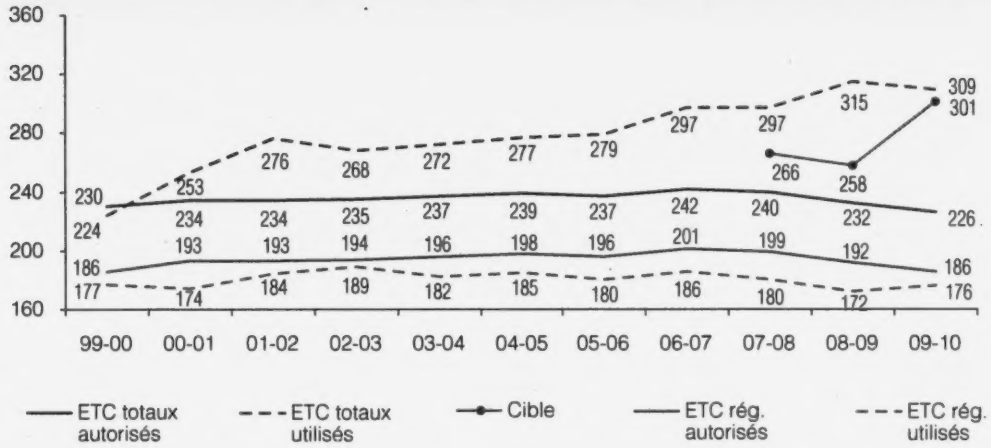
RESSOURCES FINANCIÈRES

L'Institut dispose de deux sources de financement : une subvention annuelle (14,3 M$ en 2009-2010) pour répondre aux obligations légales et institutionnelles, et des revenus autonomes (12,8 M$ en 2009-2010) générés par des travaux statistiques particuliers pour des ministères et organismes gouvernementaux ou d'autres organisations des secteurs parapublic et privé.

Au cours des années, l'Institut a augmenté le nombre de ses partenariats d'affaires, ce qui lui a permis d'accroître ses revenus totaux de 59,4 % depuis sa première année d'activité, en 1999. La part relative des revenus autonomes dans les revenus totaux de l'Institut a donc augmenté de façon significative, passant de 30,6 % en 1999-2000 à 47,2 % en 2009-2010.

Les ressources financières disponibles en 2009-2010 ont été consacrées en priorité à la réalisation de la mission de l'Institut. De fait, les dépenses liées à la production et à l'analyse statistiques (48,3 %), au soutien direct à la production statistique (31,2 %) ainsi qu'à la diffusion des données et à l'accès aux données (7,8 %) représentent 87,3 % de l'utilisation totale des ressources à l'Institut. Les dépenses dites institutionnelles et celles liées au soutien administratif représentent 12,7 % des ressources.

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF (ETC AU 31 MARS 2010)



RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 2010, l'Institut comptait 396 employés, correspondant à 309 équivalents temps complet (ETC) totaux utilisés (ETC réguliers et ETC occasionnels). La diminution de l'utilisation des ETC totaux (315 en 2008-2009) s'explique principalement par les difficultés de recrutement de certains profils d'emploi, par l'embauche de personnel étudiant et stagiaire (qui ne consomme pas d'ETC) et l'augmentation des employés ayant un aménagement de temps de travail. Comme le démontre le tableau suivant, depuis 1999, la proportion des ETC réguliers utilisés par rapport aux ETC totaux utilisés est passée de 79 % à 57 %.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

	ETC réguliers autorisés	ETC réguliers utilisés	ETC totaux autorisés	ETC totaux utilisés (cible du SCT)	ETC totaux utilisés	ETC réguliers utilisés / ETC totaux utilisés (%)
2009-2010	**186**	**176**	**226**	**301***	**309**	**57,0**
2008-2009	192	172	232	258	315	54,6
2007-2008	199	180	240	266	297	60,6
2006-2007	201	186	242		297	62,6
2005-2006	196	180	237		279	64,5
2004-2005	198	185	239		277	66,8
2003-2004	196	182	237		272	66,9
2002-2003	194	189	235		268	70,5
2001-2002	193	184	234		276	66,7
2000-2001	193	174	234		253	68,8
1999-2000	186	177	230		224	79,0

* Ajout de 50 ETC (décision du Conseil du trésor à la cible pour l'année financière 2009-2010 (252 ETC) et diminution d'un ETC en cours d'année (réajustement suite aux retraites).

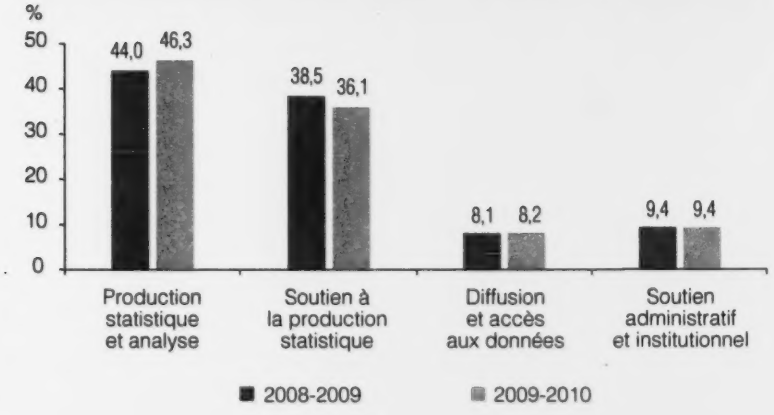
INVESTISSEMENT EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

	Nombre d'activités	En heures	En $	Pourcentage de masse salariale
2009-2010	**366**	**12 711**	**782 720**	**4,30 %**
2008-2009	413	7 961	526 198	2,70 %
2007-2008	342	6 937	423 841	2,50 %
2006-2007	356	8 838	502 041	2,82 %
2005-2006	330	7 408	447 950	2,90 %

En 2009-2010, les jours-personnes utilisés par l'Institut se répartissent comme suit (voir le graphique ci-contre) : 46,3 % pour la production et l'analyse statistiques, 36,1 % pour le soutien direct à la production statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie et qualité, développement de solutions et soutien technologiques), 8,2 % pour la diffusion des données et l'accès aux données et 9,4 % pour le soutien administratif et institutionnel. On constate que la grande majorité des ressources humaines (90,6 %) sont liées à la raison d'être de l'Institut, soit de produire, d'analyser et de rendre accessibles des données statistiques de qualité sur le Québec.

En tant qu'organisation de haut savoir, l'Institut considère important d'investir dans la formation et le développement de ses ressources humaines. En 2009-2010, 366 activités de formation et de développement ont eu lieu, pour un total de 12 711 heures et un coût total de 782 720 $ (4,30 % de la masse salariale).

UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES PAR ACTIVITÉ, 2008-2009 ET 2009-2010



ÉVOLUTION DU TAUX DE ROULEMENT

	Régulier* (%)	Occasionnel (paie standard)** (%)	Total (sans les intervieweurs) (%)	Occasionnel (paie variable) (%)	Régulier vulnérable (%)	Occasionnel vulnérable (%)	Total des emplois vulnérables (%)
2009-2010	**7,25**	**6,11**	**6,79**	**7,69**	**4,15**	**0,76**	**2,78**
2008-2009	4,15	21,52	10,51	18,18	0,52	0,90	0,66
2007-2008	9,69	10,48	---	32,08	---	---	---

* Le taux de roulement des ressources régulières est calculé sur la base de : (mutations externes + démissions) / (nombre d'employés réguliers en avril + nombre d'employés réguliers fin mars) / 2).

** Le taux de roulement des ressources occasionnelles est calculé sur la base de : démissions / (nombre d'employés occasionnels en avril + nombre d'employés occasionnels fin mars) / 2).

RÉSUMÉ DU TAUX DE ROULEMENT 2009-2010

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers	Total
Hommes	0	5	3	1	9
Femmes	0	8	5	0	13
Total	**0**	**13**	**8**	**1**	**22**

TAUX D'ABSENTÉISME

	Taux d'absentéisme – Institut de la statistique du Québec (%)	Taux d'absentéisme – Fonction publique (%)
2009-2010	**3,19**	
2008-2009	3,95	4,87
2007-2008	3,52	4,95
2006-2007	3,87	4,91
2005-2006	3,86	4,81

PRÉVISION DE DÉPARTS À LA RETRAITE (EN NOMBRE ET EN POURCENTAGE DES EMPLOYÉS RÉGULIERS)

	En nombre d'employés visés	Pourcentage des employés visés
2010-2011	**10**	**Environ 5 %**

RESSOURCES INFORMATIONNELLES

LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES, UN LEVIER DE CROISSANCE

L'essor des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) constitue un levier de changement puissant pour l'Institut, notamment pour transformer sa prestation de services et développer ses pôles de croissance. La possibilité d'offrir de nouvelles façons de traiter, d'exploiter et de visualiser les données, d'avoir recours à des modes de diffusion plus conviviaux à l'information statistique en fonction du type de clientèle ne sont là que quelques exemples de l'apport des ressources informationnelles à l'atteinte des objectifs du plan stratégique 2009-2014 de l'Institut.

LES ENJEUX EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (TI)

La gouvernance des TI doit tenir compte des principaux enjeux suivants :

- une obligation légale de respecter la confidentialité des données recueillies ou détenues par l'Institut, notamment en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* et également en vertu d'accords de partage de données avec d'autres organismes;

- un contexte d'affaires où les projets liés aux revenus autonomes entraînent une contribution majeure des technologies de l'information.

EN SOUTIEN À LA GESTION DOCUMENTAIRE

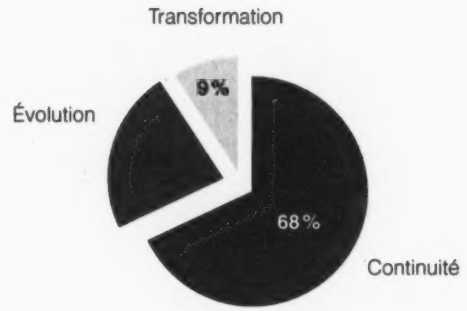
L'Institut a mené des travaux pour faciliter la classification, le classement et le repérage des documents administratifs qu'il détient et qui peuvent faire l'objet d'un droit d'accès par un citoyen. Parallèlement à ces travaux, une étude a été réalisée sur les logiciels disponibles sur le marché qui permettront d'en faire la gestion. Il reste à déterminer, au cours du prochain exercice, le choix ainsi que le calendrier d'implantation d'un logiciel de gestion documentaire.

LE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS

Plus de 80 applications informatiques soutiennent les trois grands processus d'affaires de l'Institut : la collecte de données, l'exploitation de même que l'accès et la diffusion des données. Au cours de la dernière année, l'Institut a mis de l'avant un projet pilote pour une importante enquête qui introduit l'utilisation de nouvelles technologies en mode Web, dont des ordinateurs portatifs qui ont été ajoutés à son parc bureautique, pour la collecte de données. En outre, l'Institut est sur le point d'adopter une méthodologie de développement dite « méthodologie agile » qui vise à ce que le pilote participe à part entière au projet et qu'il obtienne très vite une première mise en production de son application.

LE PARC BUREAUTIQUE

En fin d'année, le parc bureautique de l'Institut était composé de 486 micro-ordinateurs, 58 portables et de 103 ordinateurs portatifs servant aux enquêtes sur le terrain, de 38 imprimantes et de 13 appareils multifonctions ainsi qu'un nombre minime d'autres équipements. La mise à niveau du système d'exploitation des postes de travail et les améliorations aux processus d'installation de logiciels sur les postes de travail, amorcées durant la précédente année financière, ont été complétées. En raison de cette mise à niveau, plutôt que d'investir dans l'ajout de composantes matérielles des postes considérés comme désuets, ceux-ci ont été remplacés par des postes neufs. L'Institut a aussi investi dans la formation de tout son personnel pour le passage à Windows XP. Le parc informatique est maintenant uniformisé et les photocopieurs ont laissé place aux multifonctions, ce qui a permis de réduire le nombre d'appareils d'impression.



La portion *Continuité* couvre les besoins récurrents ou permettant de poursuivre ou de maintenir le niveau actuel de services ou de technologies.

La portion *Évolution* comprend tous les travaux d'amélioration et de migration des actifs en TI, et enfin la portion *Transformation*, englobe tout projet modifiant fondamentalement la façon dont se déroulent les activités ou introduisant des niveaux avancés de technologie en appui à la vision et à la stratégie.

LES INFRASTRUCTURES CORPORATIVES

Dans le but d'offrir une prestation de services efficace à sa clientèle, le rehaussement des infrastructures technologiques, entrepris en 2008-2009, s'est poursuivi. La mise à niveau de l'environnement d'exploitation des applications SAS et du système d'exploitation des serveurs Novell, l'agrandissement et la modernisation du Centre de traitement, afin d'y ajouter principalement un commutateur intelligent permettant le branchement de nouveaux postes de travail et autres équipements, ont été entrepris et se prolongeront durant le prochain exercice.

LES DÉPENSES ET EFFORTS EN TI EN 2009-2010

Pour l'exercice 2009-2010, les dépenses liées aux technologies de l'information se sont élevées à cinq millions de dollars, incluant les dépenses d'amortissement. Cela représente une augmentation de 0,9 million de dollars par rapport à l'année 2008-2009 justifiée par des investissements majeurs à l'infrastructure technologique.

Les efforts totalisent 9 091 jours-personnes et la contribution au gouvernement en ligne utilise 6 % de ceux-ci.

LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

La réussite de la mission de l'Institut dépend notamment du climat de confiance établi avec ses partenaires, la population et les participants aux enquêtes. Cet essentiel climat de confiance repose sur le respect de la confidentialité des renseignements obtenus en vertu de cette mission.

Ces renseignements doivent être protégés, car les conséquences de bris de sécurité seraient considérables et pourraient amoindrir la capacité de l'Institut de livrer des services et nuire au respect de la vie privée.

Le développement des nouveaux services, qui utilisent des réseaux externes tel l'Internet, oblige l'Institut à formaliser sa gouvernance de la sécurité de l'information et à gérer plus finement les risques associés au recours aux technologies.

Le 4 février 2000 entrait en vigueur la Directive gouvernementale sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques. En 2005, un rapport d'évaluation de cette directive mettait en lumière les limites de son application et recommandait sa révision afin de tenir compte de plusieurs éléments :

- l'élargissement de sa portée à l'information, quel que soit son support ou le moyen de la communiquer;
- la nouvelle réalité du gouvernement en ligne;
- les développements en matière de sécurité découlant de lois et de règlements adoptés après la date de son entrée en vigueur.

Pour répondre à ces préoccupations, une nouvelle Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale est entrée en vigueur le 1er mai 2006. C'est donc en vertu de cette directive que l'Institut a entrepris, en 2009-2010, la révision de sa politique de sécurité de l'information numérique, adoptée en 1999, en s'inspirant fortement du Modèle de gestion de la sécurité de l'information gouvernementale. La nouvelle politique de sécurité a été approuvée en septembre 2009.

PARTIE 7

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

64 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET ACCÈS AUX DOCUMENTS

65 PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

71 ALLÉGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

72 ÉTHIQUE

73 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

74 APPLICATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

75 POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

76 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

91 LISTE DES ENQUÊTES STATISTIQUES

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET ACCÈS AUX DOCUMENTS

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS[4]

La protection des renseignements confidentiels à l'Institut de la statistique du Québec est une préoccupation majeure et constante. C'est en ce sens que l'organisation voit à l'amélioration continue des processus et poursuit ses innovations en la matière.

Dans la réalisation de sa mission, l'Institut doit assurer le respect du « secret statistique ». Il s'explique par la nécessité pour tout organisme statistique de générer un climat de confiance dans la population. Cela permet de paver la voie à une certaine relation de confiance envers l'Institut de chaque citoyen ou représentant d'entreprise appelé à participer à une enquête. La garantie de confidentialité que représente le « secret statistique » concourt à la crédibilité et à la notoriété dont tout organisme statistique doit faire preuve pour engendrer une collaboration dynamique. L'Institut oriente donc l'exercice de ses différents pouvoirs en considération de ce qu'implique le « secret statistique » et chacune de ses activités en est imprégnée.

La codification du « secret statistique » à l'article 25 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., c. I-13.011) illustre toute son importance. De là découlent les obligations légales de l'Institut en matière de protection de tout renseignement obtenu en vertu de la *Loi sur l'Institut* et dont la révélation permettrait de le rattacher à une personne, à une entreprise, à un organisme ou à une association. Cette disposition est également à la base de toute communication de renseignements effectuée en vertu de la loi et de toute entente de partage conclue conformément à la loi, lesquelles opérations ne peuvent être accomplies que selon la loi et dans le respect de règles rigoureuses.

Afin d'arrimer le « secret statistique » avec l'aspect juridique de ces règles dans le contexte du droit québécois et pour favoriser la compréhension du caractère particulier du régime de confidentialité de l'Institut, l'aménagement jusqu'alors en place en cette matière a été revu.

Le 30 septembre 2009, le directeur général de l'Institut désignait une nouvelle responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels. En octobre 2009, était mis en place le Comité d'examen Confidentialité (CEC) pour appuyer la responsable de l'Institut dans l'exercice de sa fonction. Composé de membres du personnel de l'Institut possédant une expertise en matière, soit de statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie), soit d'accès et de protection des renseignements personnels (conseils juridiques), le CEC s'adjoint si nécessaire une personne experte en éthique.

Par ailleurs, le Comité sur la confidentialité et la qualité, mis en place le 1er avril 2008, a été remplacé en octobre 2009 par le Comité de la confidentialité et de la sécurité de l'information (CCSI), lequel est notamment constitué conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels*. Le CCSI relève directement du directeur général de l'Institut et est chargé de soutenir celui-ci dans l'exercice de ses responsabilités relatives à l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, lesquelles émanent tant de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* que de la *Loi sur l'Institut* et de tout autre document se rapportant à ces thèmes.

ACCÈS AUX DOCUMENTS

Cinq demandes en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) ont été adressées à l'Institut en 2009-2010 :

- les demandeurs : un citoyen (deux demandes), un syndicat (une demande), un service de recherche (une demande) et un organisme sans but lucratif (une demande);
- la nature des demandes : documents relatifs à des renseignements personnels et aux ressources humaines, matérielles, financières ou informationnelles de l'Institut;
- la nature des refus : aucune demande n'a été refusée;
- le délai de traitement moyen : 16 jours.

Source :
Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques

4. Cette reddition de comptes est effectuée en vertu du Plan d'action pour la protection des renseignements personnels, adopté en 1999 par le Conseil des ministres.

L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), le rapport annuel d'un ministère ou d'un organisme doit contenir, sous une rubrique particulière, un compte rendu des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées, ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE DE 2009-2010

	Réguliers*	Occasionnels**	Étudiants	Stagiaires
Nombre total de personnes embauchées	0	45	21	6
Embauche d'intervieweurs (0 à 35 heures)	0	92	0	0
Total		**164**		

* Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

** Les données sur l'embauche du personnel occasionnel n'incluent que les nouvelles entrées en fonction durant la période visée, ce qui exclut les employés occasionnels repérés sur les listes de rappel ainsi que les employés déjà en fonction et dont le contrat est renouvelé.

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2010

Effectif régulier	187
Effectif occasionnel et étudiant	209 (61 intervieweurs)
Effectif total (personnes)	**396**

GROUPE CIBLE : MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE PAR TYPE DE GROUPES CIBLES ET PAR STATUT D'EMPLOI EN 2009-2010

Statuts d'emploi	Embauche totale 2009-2010	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles en 2009-2010					Taux d'embauche par statut d'emploi* (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	
Réguliers	0	0	0	0	0	0	--
Occasionnels	45	5	0	0	0	5	11 %
Étudiants	21	2	0	0	0	2	10 %
Stagiaires	6	1	0	0	0	1	17 %

* Le taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre total de personnes issues du groupe visé dans un statut donné, par rapport à l'embauche totale de l'année dans le statut d'emploi. N'inclut pas les intervieweurs.

RAPPEL DE L'OBJECTIF D'EMBAUCHE : atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires provenant de membres de communautés culturelles, d'anglophones, d'autochtones et de personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Pour 2009-2010, l'objectif d'embauche de membres de groupes cibles n'a pas été atteint. Ceci s'explique par le fait que la majorité des emplois de l'Institut sont situés dans la région de Québec alors que la disponibilité des personnes appartenant à un groupe cible est plus importante dans la région métropolitaine. Des cinq embauches de membres de communautés culturelles effectuées en 2009-2010, quatre se sont joints à l'équipe de Montréal.

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES* PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires
		%		
2009-2010	--	**11**	**10**	**17**
2008-2009	20	7	8	11
2007-2008	25	16	30	0
2006-2007	60	10	20	100
2005-2006	0	0	45	0

* Taux d'embauche global des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées. Le taux n'inclut pas les intervieweurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2008		2009		2010	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Communautés culturelles	10	5,3	15	7,5	17	9,1
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	3	1,6	3	1,5	3	1,6
Personnes handicapées	3	1,6	3	1,5	3	1,6
Total	**16**	**8,5**	**21**	**10,5**	**23**	**12,3**

RAPPEL DES OBJECTIFS : pour les membres des groupes cibles, atteindre l'objectif gouvernemental de 9 % de l'effectif régulier. Pour les personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

L'objectif concernant le groupe cible a été atteint à 12,3 %.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2008		2009		2010	
	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)
Communautés culturelles	11	10,5	8	6,7	**13**	**9,1**
Autochtones	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Anglophones	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,7**
Personnes handicapées	1	1,0	1	0,8	**1**	**0,7**
Total	**12**	**11,5**	**9**	**7,5**	**15**	**10,5**

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS À LA FIN DE MARS 2010

Groupes cibles	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel*		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel des agents de la paix		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Communautés culturelles	1	5,6	16	13,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**17**	**9,1**
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Anglophones	0	0,0	3	2,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**3**	**1,6**
Personnes handicapées	0	0,0	3	2,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**3**	**1,6**
Total	**1**	**5,6**	**22**	**18,8**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**23**	**12,3**
Effectif régulier total	**18**		**117**		**34**		**18**		**0**		**0**		**187**	

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

GROUPE CIBLE : FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2009-2010 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	0	30	13	3	**46**
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2009-2010	0 %	66,7 %	61,9 %	50 %	**63,9 %**

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER À LA FIN DE MARS 2010

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel*	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	18	117	34	18	0	0	**187**
Nombre de femmes ayant le statut d'employé régulier	10	61	23	15	0	0	**109**
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie	55,6 %	52,1 %	67,6 %	83,3 %	0 %	0 %	**58,3 %**

* Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

L'exercice de reddition de comptes est l'occasion de faire état des différentes actions ou mesures mises en place dans les ministères et organismes afin de favoriser la gestion de la diversité.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	Automne 2008 (cohortes 2009)	Automne 2009 (cohortes 2010)
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH	0	0

	2008-2009	2009-2010
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis du 1er avril au 31 mars	0	0

AUTRES MESURES OU ACTIONS

	2009-2010	
Mesure ou action	Groupe(s) cible(s) visé(s)	Nombre de personnes visées
Plan de développement des ressources humaines	Tous	38
Programme d'accueil et d'intégration	Tous	7

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

Le Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif, rendu public en 2004, introduit l'obligation de faire état, dans le rapport annuel de gestion, des actions entreprises pour l'allègement de la réglementation ainsi que l'élimination ou l'assouplissement d'exigences. Le rapport doit préciser dans quelle mesure les engagements rattachés au plan stratégique ou au plan d'action gouvernemental en cette matière ont été atteints.

Selon la planification des enquêtes, l'Institut de la statistique du Québec rejoint annuellement plusieurs citoyens et entreprises. Pour l'exercice 2009-2010, plus de 55 000 citoyens et 50 000 entreprises ont été rejoints. À ce titre, l'Institut juge important de chercher à diminuer le fardeau des citoyens et des entreprises participant aux enquêtes. Ainsi, il en a fait un de ses objectifs stratégiques et mène à cet effet une réflexion qui va se poursuivre (voir l'objectif 3 dans la partie 2 présentant les résultats du Plan stratégique).

Dans le même sens, soucieux de maintenir un taux de réponse de qualité, l'Institut compte initier avec les ministères et organismes une réflexion sur les enquêtes de l'administration publique visant les entreprises.

Sources :
Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ÉTHIQUE

RÉSULTATS AU REGARD DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Le directeur général de l'Institut est tenu de respecter les dispositions prévues au *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics* à l'exception de l'article 34[5].

AUTRES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

L'Institut manifeste l'importance qu'il accorde à des valeurs telles que l'impartialité, le professionnalisme, la transparence et le respect de la confidentialité en adhérant notamment aux principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par la Commission économique pour l'Europe (organisme de l'Organisation des Nations Unies – ONU).

La répondante en éthique, nommée en avril 2008, a engagé une nouvelle conseillère en éthique en novembre 2009. Aucune activité de formation n'a été réalisée au cours de l'année.

Enfin, la répondante en éthique a été consultée sur diverses problématiques d'ordre éthique. Aucun manquement en éthique n'a été constaté au cours de l'année 2009-2010.

RÉALISATIONS DU COMITÉ D'ÉTHIQUE

Président: Pierre Durand

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer, de manière indépendante, sur les aspects éthiques de tout projet[6] impliquant des personnes[7] ou utilisant des renseignements personnels et soumis à son évaluation.

En 2009-2010, les membres du Comité d'éthique se sont réunis à 12 occasions pour examiner la demande d'évaluation éthique de 11 nouveaux projets. Il est à noter que la majorité de ces projets ont fait l'objet de plus d'une réunion avant leur dépôt pour avis final. Tous les commentaires émis à l'égard des projets ont été mis en application dans la réalisation des enquêtes.

De plus, le *Précis d'évaluation éthique*, adopté en juillet 2009, vise à faciliter la préparation ainsi que la présentation d'une demande d'évaluation au Comité d'éthique. Tout chargé de projet qui soumet son projet a ainsi un document de référence ainsi qu'un formulaire pour simplifier cette démarche.

Finalement, une contribution particulière de formation auprès des employés de l'Institut dont tous les chargés de projet, a été effectuée par le président et le vice-président du Comité d'éthique. Ils ont ainsi rencontré en petits groupes ces employés pour mieux faire connaître le mandat et le rôle du Comité d'éthique au sein de l'Institut. Plus de 20 rencontres à Québec et à Montréal ont permis de sensibiliser le personnel aux problématiques éthiques liées aux activités de l'Institut. Cette formation a été jugée très pertinente par le personnel.

5. L'article 34 du *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*, pris en application de l'article 3.0.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, prévoit que seuls les membres du conseil d'administration de chaque organisme et entreprise du gouvernement doivent se doter d'un code d'éthique et de déontologie des administrateurs publics. Ce code doit être rendu accessible au public et être publié en annexe du rapport annuel.
6. Est considéré comme un projet toute étude, analyse, enquête ou recherche.
7. Sont considérées comme personnes tous sujets humains, tissus, liquides organiques, gamètes, embryons ou fœtus, cadavres, restes humains.

Sources :
Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques, Comité d'éthique.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Institut de la statistique du Québec est un client de la Société immobilière du Québec (SIQ) autant pour ses locaux de Québec que de Montréal. Il n'est pas signataire des baux, mais détient des ententes d'occupation. Ainsi, au titre de l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics, c'est la SIQ qui doit répondre pour l'Institut. Toutefois, il faut souligner qu'à la fin de l'année budgétaire 2009-2010, la SIQ a procédé à la modification du système d'éclairage des bureaux de Québec, afin d'utiliser une nouvelle technologie plus efficace et moins énergivore. Les indicateurs d'efficacité et les résultats obtenus seront fournis par la SIQ.

En ce qui concerne la consommation de carburant, l'Institut n'a pas de véhicule qui lui appartient ou en location à long terme. Les employés de l'Institut voyagent majoritairement en train ou en autobus entre Québec et Montréal. De plus, lorsqu'ils ne se déplacent pas à pied, ils utilisent le taxi, (le métro, l'autobus, la bicyclette, etc.) pour les déplacements locaux.

Depuis quelques années, l'Institut possède un système de visioconférence lui permettant de minimiser les déplacements de ses employés entre Québec et Montréal. Pour réduire davantage les déplacements, l'Institut s'apprête à installer en 2010-2011 un deuxième système de visioconférence puisque le premier a clairement démontré son efficacité à plusieurs égards (économie d'énergie liée aux déplacements, de temps, d'argent).

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

APPLICATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Conformément à la politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration, au cours de l'exercice 2009-2010, l'Institut a assuré le suivi de sa politique adoptée en avril 2004. Diffusée de façon permanente dans l'intranet, afin de la faire connaître à l'ensemble des membres du personnel, cette politique a valeur de directive interne que tous doivent respecter. Aucun manquement n'a été signalé au cours de 2009-2010.

C'est en français que se déroulent les communications avec la clientèle à moins qu'un citoyen ne soit de langue anglaise et demande à être servi dans sa langue. Le français est la langue de travail, celle des normes d'achat ainsi que celle des règles concernant les technologies de l'information.

Tous les documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse incluant ce qui est diffusé dans le site Web de l'Institut font l'objet d'une révision linguistique. Des ouvrages de référence, imprimés et informatisés, ainsi que 34 capsules de chroniques linguistiques dans l'intranet sont également mis à la disposition du personnel qui a la responsabilité de contribuer à l'amélioration de la qualité de la langue à l'Institut.

Au cours de cette période, dans la perspective de l'Institut de maintenir le taux de réponse qui assure la représentativité des participants aux enquêtes qu'il réalise, plusieurs questions ont été soulevées relativement à l'application de la politique linguistique. La révision en 2010-2011 de cette politique visera, entre autres, à clarifier ces questions.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la gestion, Direction générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

Au cours de l'été 2008, l'Institut a procédé à une analyse en profondeur de la tarification appliquée aux services rendus à sa clientèle. Pour ce faire, l'Institut a procédé à l'établissement du coût de revient de ses produits basé sur une logique de comptabilité par activité.

Dans le contexte de l'Institut, cette approche ou méthodologie a permis d'établir un coût de revient plus précis et une meilleure information de gestion. Elle fournit l'information relative aux coûts des principales activités, soit la production et l'analyse statistiques, le soutien à la production statistique, la diffusion et l'intégration des données, ainsi que la gouvernance et la gestion. Elle a également permis de connaître les différents « objets de coûts », soit les mandats prévus par la loi, les mandats découlant d'un choix institutionnel, les mandats générant des revenus autonomes ainsi que les produits et services à la communauté.

L'établissement de la grille tarifaire basée sur le coût de revient, dont l'approche a été développée en 2008, est depuis réutilisée chaque année afin de maintenir la cohérence entre le coût de revient des activités et la tarification des services de l'Institut. Cette tarification est demeurée inchangée en 2009-2010.

Source :
Direction générale adjointe aux services à la gestion.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

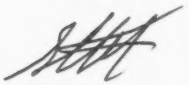
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut de la statistique du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Institut, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 14 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2010 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Renaud Lachance FCA auditeur

Le vérificateur général du Québec,
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 14 mai 2010

RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
Produits		
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	**14 322 500 $**	14 322 500 $
Services rendus	**12 726 129**	14 135 724
Autres produits	**57 486**	280 211
	27 106 115	28 738 435
Charges		
Traitements et charges sociales	**22 270 986**	20 227 181
Honoraires professionnels	**1 261 656**	1 010 981
Loyers	**1 976 566**	1 836 898
Services et fournitures informatiques	**521 091**	465 949
Achats de données statistiques	**382 806**	713 258
Communications	**518 176**	516 126
Frais de déplacement et de séjour	**256 437**	256 983
Frais de bureau	**174 645**	161 794
Impression	**204 753**	296 766
Frais de formation	**267 856**	190 845
Amortissement des immobilisations	**552 407**	951 359
Perte sur disposition d'immobilisation	**13 663**	2 487
Radiation d'immobilisation	**-**	276 153
Autres charges	**35 020**	133 378
	28 436 062	27 040 158
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**(1 329 947)**	1 698 277

EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT		
Solde déjà établi	**2 806 348 $**	1 108 071 $
Redressement		
Incidence de l'adoption du Manuel de l'ICCA pour le secteur public (note 3)	**700 562**	-
Solde redressé	**3 506 910**	1 108 071
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	**(1 329 947)**	1 698 277
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	**2 176 963**	2 806 348

BILAN
AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	**4 959 897 $**	7 645 810 $
Placements temporaires (note 4)	**302 547**	300 030
Créances	**4 719 639**	1 497 362
Travaux en cours	**1 431 801**	1 456 679
Frais payés d'avance	**446 789**	303 616
	11 860 673	11 203 497
Immobilisations (note 5)	**2 011 165**	1 104 175
	13 871 838	12 307 672
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	**1 467 189**	1 437 632
Produits reportés	**4 737 303**	2 598 725
Indemnités de vacances dues aux employés	**1 995 862**	1 692 832
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à court terme (note 7)	**11 061**	-
	8 211 415	5 729 189
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7)	**48 078**	-
Provision pour congés de maladie (note 8)	**3 435 382**	3 772 135
	11 694 875	9 501 324
EXCÉDENT CUMULÉ	**2 176 963**	2 806 348
	13 871 838	12 307 672

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Directeur général
de l'Institut de la statistique du Québec

FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
Activités d'exploitation		
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	**(1 329 947) $**	1 698 277 $
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations	**552 407**	951 359
Radiation d'actifs incorporels	**-**	276 153
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	**13 663**	2 487
Augmentation (diminution) de la provision pour congés de maladie	**363 809**	180 024
	(400 068)	2 748 252
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
(Augmentation) diminution des créances	**(3 222 277)**	2 814 378
Diminution (augmentation) des travaux en cours	**24 878**	(390 100)
Augmentation des frais payés d'avance	**(143 173)**	(110 577)
(Diminution) augmentation des charges à payer et frais courus	**(82 434)**	17 321
Augmentation (diminution) des produits reportés	**2 138 578**	(2 950 697)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances dues aux employés	**303 030**	(34 196)
Diminution de la subvention reportée	**-**	(295 055)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**(1 381 466)**	1 799 326
Activités d'investissement		
Disposition de placements	**8 000 000**	24 500 332
Acquisitions de placements	**(8 000 000)**	(21 446 420)
Acquisitions d'immobilisations	**(1 301 029)**	(222 568)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	**(1 301 029)**	2 831 344
Activités de financement		
Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition	**(901)**	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	**(901)**	-
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(2 683 396)**	4 630 670
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**7 945 840**	3 315 170
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (note 9)	**5 262 444**	7 945 840

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut de la statistique du Québec, constitué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q, chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

2. ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie des immobilisations, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation, et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

Constatation des produits

Les produits de prestation de services sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les travaux en cours comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les produits reportés se composent de travaux facturés à l'avance.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisées au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile aux taux annuels suivants :

	%
Améliorations locatives	20
Ameublement	20
Développement informatique	20
Équipement	33 1/3
Équipement informatique	25
Logiciels	25
Système téléphonique	33 1/3
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	20

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

3. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

Depuis le 1er avril 2009, l'Institut établit ses états financiers selon le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous, ainsi que les impacts, le cas échéant.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes pour le secteur public. Ce changement n'a eu aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

Immobilisations

Le développement informatique et les logiciels sont maintenant présentés dans le poste « Immobilisations » plutôt que dans le poste « Actifs incorporels ». Ce changement n'a eu aucun impact sur les résultats de l'Institut.

Provision pour congés de maladie

Le taux d'actualisation utilisé est maintenant fondé sur le coût d'emprunt de l'Institut plutôt que sur le taux d'intérêt du marché. Cette modification a été appliqué rétroactivement sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs, compte tenu que l'incidence de la modification sur les exercices antérieurs ne peut être déterminé au prix d'un effort raisonnable. Le montant de l'ajustement cumulatif de 700 562$ a été porté directement au solde d'ouverture de l'excédent cumulé de l'exercice courant.

4. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût et sont constitués de fonds de valeurs du marché monétaire canadien.

5. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	2010 Montant net	2009 Montant net
				(retraité)
Améliorations locatives	1 463 571 $	742 906 $	**720 665 $**	266 085 $
Ameublement	583 047	378 216	**204 830**	73 734
Développement informatique	5 020 163	5 020 163	**-**	-
Équipement	46 279	42 520	**3 759**	5 725
Équipement informatique	1 784 211	1 074 727	**709 484**	653 093
Logiciels	483 712	174 001	**309 711**	105 538
Système téléphonique	240 646	236 970	**3 676**	-
	9 621 629	7 669 503	**1 952 125**	1 104 175
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	60 040	1 001	**59 040**	-
	9 681 669	7 670 504	**2 011 165**	1 104 175

6. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2013. Au 31 mars 2010, aucune avance n'avait été contractée.

7. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2010	2009
4,2 %, remboursables en versements mensuels de 1 111 $ comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015	59 139 $	- $
Moins capital compris dans le passif à court terme	11 061	-
	48 078	-

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2010 sont les suivants :

Total de paiements minimums futurs	65 558 $
Moins partie représentant les intérêts	6 419
	59 139

Les paiements minimums futurs au cours des cinq (5) prochains exercices se chiffrent à :

13 334 $ en 2011
13 334 $ en 2012
13 334 $ en 2013
13 334 $ en 2014
12 222 $ en 2015

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2010, les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, RRPE et RRAS sont demeurés inchangés soit respectivement, 8,19 %, 10,54 % et 10,54 % de la masse salariale.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 090 964 $ (2009 : 1 021 537 $). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2010	2009
Solde déjà établi	**3 772 135 $**	3 952 159 $
Redressement	**(700 562)**	-
Solde redressé	**3 071 573**	3 952 159
Charge de l'exercice	**1 726 861**	926 488
Prestations versées au cours de l'exercice	**(1 363 052)**	(1 106 512)
Solde à la fin	**3 435 382**	3 772 135

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

	RRPE, RRAS	RREGOP
Taux d'actualisation	4,11 %	5,12 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	8 ans	18 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Institut estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

9. FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	**4 959 897 $**	7 645 810 $
Placements temporaires	**302 547**	300 030
	5 262 444	7 945 840

Les intérêts encaissés sur les équivalents de trésorerie sont de 2 517 $ (2009 : 1 851 $).

10. ENGAGEMENTS

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ), l'Institut de la statistique du Québec s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 400 000$ à compter de 2004, soit un montant annuel de 300 000$ jusqu'en avril 2011, et une contribution additionnelle de 32 882$ en avril 2010. Le solde de cet engagement au 31 mars 2010 est de 632 882$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut de la statistique du Québec s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 368 527$ répartie sur 3 ans, soit un montant annuel de 789 509$ jusqu'en avril 2011. Le solde de cet engagement au 31 mars 2010 est de 1 579 018$.

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations avec des entités sous contrôle commun ainsi que les montants relatifs à des apparentés inclus dans les postes du bilan se répartissent comme suit :

	2010	2009
Services rendus	**11 781 031 $**	12 792 742 $
Charges de fonctionnement	**2 605 572**	2 624 730
Créances	**4 468 603**	1 127 798
Travaux en cours	**1 343 533**	1 204 478
Frais payés d'avance	**202 881**	189 160
Charges à payer et frais courus	**300 841**	119 887
Produits reportés	**4 688 452**	2 532 855

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

LISTE DES ENQUÊTES

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES INDIVIDUS ET DE MÉNAGES

- Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de service de garde
- Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (pilote)
- Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement
- Enquête québécoise sur la santé de la population
- Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
- Étude sur la satisfaction de la clientèle du registre des droits personnels et mobiliers
- Étude auprès des écrivaines et écrivains du Québec
- Étude auprès des danseurs et chorégraphes du Québec

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – ENTREPRISES PRIVÉES ET INSTITUTIONS

- Enquête sur le profil des établissements spécialisés en production multimédia
- Enquête sur les exportations québécoises de spectacles
- Enquête sur les projections cinématographiques
- Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volet édition)
- Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volet distribution)
- Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volet librairie)
- Enquête auprès des distributeurs et de diffuseurs de livres au Québec
- Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec
- Enquête sur les acquisitions d'œuvres d'art au Québec
- Enquête sur la fréquentation d'établissements d'hébergement au Québec
- Enquête sur la fréquentation des institutions muséales
- Enquête sur les sociétés de fiducie, de prêts hypothécaires ou d'épargne
- Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec
- Enquête auprès des sociétés de courtage en valeurs mobilières

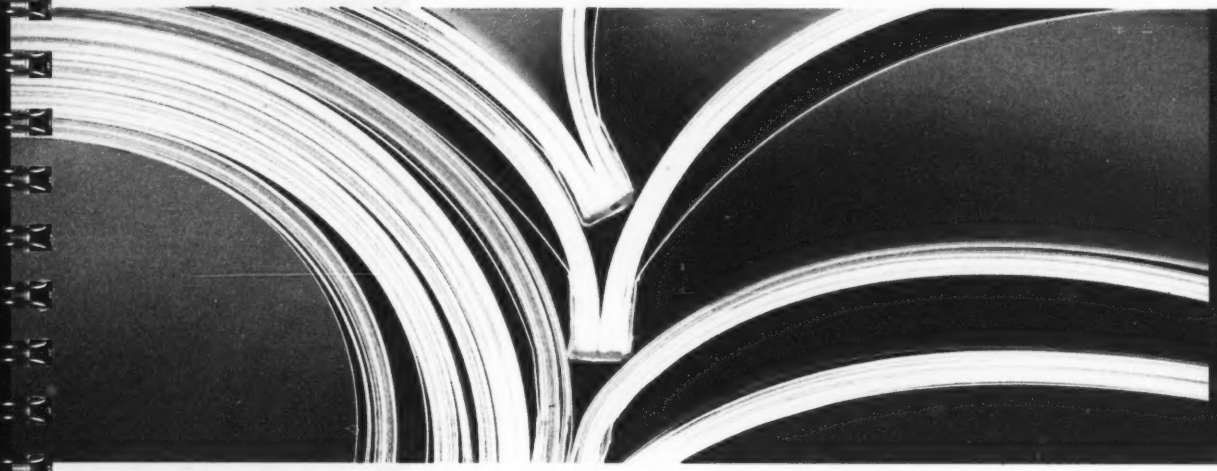
- Enquête sur la fréquentation de terrains de camping au Québec
- Enquête sur le bilan 2008 de la gestion des matières résiduelles au Québec
- Enquête sur la rémunération globale au Québec (ERG)
- Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec
- Enquête sur les cultures à conserve retenues par contrat
- Enquête sur la superficie récoltée, la production et la valeur des légumes de conserve
- Enquête sur la mise en marché de la pomme au Québec
- Enquête sur la pomme de terre (ensemencement en 2009)
- Enquête sur la pomme de terre (écoulement de la récolte 2008)
- Enquête sur la pomme de terre (récolte 2009)
- Enquête sur l'apiculture au Québec
- Enquête sur les statistiques avicoles
- Enquête minière au Québec (volet préliminaire)
- Enquête minière au Québec (volet annuel)
- Enquête minière au Québec (volet trimestriel)
- Enquête minière au Québec (volet mensuel)

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – MUNICIPALITÉS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

- Enquête sur les dépenses municipales au titre de la culture (dépenses réelles)
- Enquête sur les dépenses de l'administration publique au titre de la culture
- Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales
- Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (dépenses réelles provinciales)
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (dépenses provisoires et perspectives régionales)
- Enquête sur les statistiques financières des établissements d'enseignement collégial et universitaire
- Enquête sur la rémunération globale au Québec (ERG)

AUTRES ACTIVITÉS

- Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles du Québec
- Répertoire sur les entreprises actives en R-D industrielle
- Cartagène (obtention d'un consentement)
- Registre des naissances, décès et mariages



ANNEXES

96 ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

100 ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

COMMERCE EXTÉRIEUR

- Commerce international des marchandises du Québec (trimestriel)
- [Nouveau] Faits saillants de l'activité hors Québec des PME
- [Nouveau] Les études d'impact économique : deux exemples, édition 2009

COMPARAISONS ÉCONOMIQUES

- Le Québec dans le monde. Statistiques économiques internationales
- Tableau statistique canadien (périodicité irrégulière)
- [Nouveau] Profil statistique de l'industrie aérospatiale. Étude comparative

COMPTES ÉCONOMIQUES

- Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2008
- Comptes économiques du Québec (trimestriel)
- Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- Produit intérieur brut régional par industrie au Québec, 2008
- Impact économique des exportations québécoises 2005 et 2007
- Stat-Express. Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels

CONDITIONS DE VIE ET BIEN-ÊTRE

- [Nouveau] Vers l'égalité entre les femmes et les hommes? Comparaison Europe–Amérique du Nord
- Données sociodémographiques en bref (trois fois par année)

CULTURE ET COMMUNICATION

- Statistiques principales de la culture et des communications au Québec, édition 2009
- Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, édition 2009
- Statistiques en bref (périodicité irrégulière)
- [Nouveau] État des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives, cahier 9 : Le public des institutions patrimoniales

- [Nouveau] État des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives, cahier 10: L'impact économique des dépenses de fonctionnement des établissements

DÉMOGRAPHIE

- Perspectives démographiques du Québec et des régions 2006-2056, édition 2009
- Le bilan démographique du Québec, édition 2009
- [Nouveau] Perspectives démographiques des MRC du Québec, 2006-2031
- [Nouveau] Coup d'œil sociodémographique

BIOALIMENTAIRE

- Agro-Flash (semestriel)
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, édition 2009

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, février 2008
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données révisées 2007
- Courtage de détail en valeurs mobilières (trimestriel)
- Flux et stock de capital et indice d'intensité capitalistique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, 1991-2008
- Industrie des services financiers: comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques, 1991-2008
- Fonds communs de placement au Québec (trimestriel)
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, par région métropolitaine de recensement (RMR) du Québec, 1997-2007
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données révisées 2008

RÉGIONS

- Bulletin Flash (périodicité irrégulière)
- Bulletin statistique régional, édition 2009
- [Nouveau] Panorama des régions du Québec, édition 2009

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- [Nouveau] L'empreinte écologique : revue de littérature et analyse critique
- [Nouveau] Indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013

MINES

- [Nouveau] Mines en chiffres

SANTÉ

- [Nouveau] Utilisation de services et consommation de médicaments liés aux problèmes de santé mentale chez les adultes québécois
- Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire, 2008
- Zoom Santé (périodicité irrégulière)
- Portraits et trajectoires (périodicité irrégulière)

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

- Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec. Quels seront les indicateurs de la science, de la technologie et de l'innovation du XXIe siècle. édition 2009
- [Nouveau] Les titulaires d'un grade universitaire au Québec : ce qu'en disent les données du Recensement de 2006
- S@voir.stat. Bulletin de l'économie du savoir (trimestriel)
- [Nouveau] Les mesures d'aide fiscale à la R-D et l'innovation des entreprises au Québec

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs du marché du travail 2000-2008, vol. 5, nº 1.
- Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs des conditions et de la dynamique du travail, vol. 5, nº 2.
- Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2008
- [Nouveau] Rémunération des salariés. Portrait des ajustements d'équité salariale dans l'administration québécoise et impact sur la comparaison de la rémunération de 2007
- Rémunération des salariés. État et évolution comparés, 2009
- [Nouveau] Le marché du travail et les parents

- État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2009
- Flash-info Travail et rémunération (trimestriel)
- Coup d'œil sur l'ERG, édition 2010
- Capsules Travail et rémunération (périodicité irrégulière)

SECTEUR MANUFACTURIER

- [Nouveau] Le manufacturier en bref

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

- Modifications aux municipalités du Québec, 2009
- Modifications aux municipalités du Québec, janvier 2010
- Modifications aux municipalités du Québec (mensuel)
- Modifications aux municipalités du Québec. Historique des modifications aux municipalités du Québec. Période 1961-1990 (version révisée)
- Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise. Programmation 2009-2010
- Le Québec chiffres en main, édition 2009
- Québec Handy Numbers, 2009 Edition
- Québec cifras a mano, Edición de 2009
- Le Québec chiffres en main, édition 2010
- Québec Handy Numbers, 2010 Edition
- Québec cifras a mano, Ediciòn de 2010
- Rapport annuel de gestion 2008-2009
- [Nouveau] Plan stratégique 2009-2014
- Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2010-2011
- Lexique du système du code géographique du Québec
- Guide de l'utilisateur : fichier de correspondances entre le code postal et le code géographique

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BULLETIN FLASH

- Juin 2009 : « Investissements privés et publics, Québec et ses régions »
- Août 2009 : « Revenu personnel, édition 2009 »
- Octobre 2009 : « Évolution du marché du travail dans les MRC »
- Novembre 2009 : « Investissements sous contrôle étranger »
- Mars 2010 : « Investissements privés et publics. Perspectives 2010 »
- Mars 2010 : « Revenu personnel, édition 2010 »

CAPSULES TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Évolution du taux du salaire minimum au Québec et au Canada entre 1999 et 2009 (mai 2009)
- La rémunération dans l'administration municipale (juin 2009)

COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES

- Volume 10, numéro 1 : « La destination des exportations » (juillet 2009)
- Volume 10, numéro 2 : « Les exportations d'instruments de mesure, de médecine et d'optique entre 1997 et 2008 » (septembre 2009)
- Volume 10, numéro 3 : « L'activité hors Québec des PME » (décembre 2009)
- Volume 10, numéro 4 : « Exportations des industries de haute technologie » (mars 2010)

COUP D'ŒIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

- Numéro 1 : « Faits saillants de la migration interrégionale en 2008-2009 » (janvier 2010)
- Numéro 2 : « La population des municipalités du Québec au 1er juillet 2009 : quelques constats » (février 2010)
- Numéro 3 : « Les naissances au Québec en 2009 : plus de bébés, même fécondité » (mars 2010)

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES EN BREF

- Volume 13, numéro 3 : « Les mariages de conjoints de même sexe au Québec : un bilan des cinq premières années » (juin 2009)
- Volume 13, numéro 3 : « Le point sur l'inégalité régionale du revenu personnel disponible au Québec » (juin 2009)
- Volume 13, numéro 3 : « Indicateurs de préférence pour les activités quotidiennes, 1992-2005 » (juin 2009)
- Volume 14, numéro 1 : « Portrait sociodémographique des ménages propriétaires d'un condominium » (octobre 2009)
- Volume 14, numéro 1 : « La fécondité masculine au Québec, 1976-2008 » (octobre 2009)
- Volume 14, numéro 1 : « Entrer en situation de faible revenu et en sortir : les influences d'événements relatifs au travail et à la famille » (octobre 2009)
- Volume 14, numéro 2 : « La scolarité des francophones et des anglophones, à travers les groupes d'âge, au Québec et en Ontario » (février 2010)
- Volume 14, numéro 2 : « Comment évolue la présence des femmes et des hommes dans les professions? » (février 2010)
- Volume 14, numéro 2 : « Le temps libre au Québec et au Canada de 1986 à 2005 » (février 2010)

FLASH-INFO TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Volume 10, numéro 2 : « La croissance salariale au Québec chez les salariés syndiqués en 2007 et 2008 » (mai 2009)
- Volume 10, numéro 2 : « Qui a connu les mises à pied en 2008? Comment s'annonce 2009? » (mai 2009)
- Volume 10, numéro 2 : « Portrait des salaires et avantages sociaux du domaine d'activité – Transformation, fabrication et services d'utilité publique dans le secteur privé » (mai 2009)
- Volume 10, numéro 3 : « Plus actives que jamais, les mères québécoises occupent toutefois des emplois aux caractéristiques différentes selon qu'elles sont seules ou en couple » (septembre 2009)
- Volume 10, numéro 3 : « Nouvelle parution : rapport Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2008. Quelques résultats dans le secteur privé » (septembre 2009)
- Volume 10, numéro 3 : « Bref regard sur les employés à temps plein réguliers et occasionnels dans l'administration québécoise » (septembre 2009)
- Volume 10, numéro 3 : « Qualité de l'emploi chez les syndiqués et les non-syndiqués au Québec : une mise en perspective selon le genre et la présence syndicale » (septembre 2009)
- Volume 11, numéro 1 : « La rémunération variable à court terme : données relatives à la collecte de 2009 de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec » (février 2010)

- Volume 11, numéro 1 : « Les régimes complémentaires de retraite : concepts et données relatives aux entreprises québécoises de 200 employés et plus » (février 2010)
- Volume 11, numéro 1 : « Qualité de l'emploi chez les travailleuses et les travailleurs syndiqués et non syndiqués dans les RMR de Montréal et de Toronto : bref regard sur les changements survenus entre 1998 et 2008 » (février 2010)
- Volume 11, numéro 1 : « Conciliation travail-famille : quelques résultats tirés de la publication Le marché du travail et les parents » (février 2010)

MINES EN CHIFFRES

- Novembre 2009 : « L'investissement minier au Québec en 2008 »

PORTRAITS & TRAJECTOIRES

- Numéro 9 : « Brosse, brosse, brosse, j'me brosse les dents… les pratiques correspondent-elles aux recommandations? » (juin 2009)

S@VOIR.STAT. BULLETIN DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

- Volume 9, numéro 2 : « Les incubateurs d'entreprises au Québec - Survol des résultats de l'Enquête sur l'incubation d'entreprises 2007 » (juin 2009)
- Volume 9, numéro 3 : « Utilisation d'Internet dans les régions du Québec en 2007 » (septembre 2009)
- Volume 10, numéro 1 : « Les titulaires d'un doctorat au Québec en 2006 » (décembre 2009)

STATISTIQUES EN BREF

- Numéro 47 : « Étude exploratoire de l'offre et de la consommation culturelles au Québec de 2003 à 2007 » (avril 2009)
- Numéro 48 : « Projet de recherche sur des indicateurs culturels pour les municipalités québécoises » (mai 2009)
- Numéro 49 : « Après sept ans de croissance ininterrompue, un premier recul de ventes de livres en 2008 » (juin 2009)
- Numéro 50 : « Portrait économique des entreprises de métiers d'art au Québec, 2004 et 2005 » (juin 2009)
- Numéro 51 : « La fréquentation des institutions muséales au Québec en 2008 » (juin 2009)
- Numéro 52 : « Au Québec, la consommation musicale passe clairement au numérique » (novembre 2009)

- Numéro 53 : « La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2008 » (novembre 2009)
- Numéro 54 : « Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2007-2008 » (novembre 2009)
- Numéro 55 : « Les dépenses culturelles des municipalités en 2007 » (décembre 2009)
- Numéro 56 : « Le téléchargement pair-à-pair au Québec : un premier portrait statistique à partir d'une observation directe » (janvier 2010)
- Numéro 57 : « Bond de 52 % de l'assistance aux films québécois en 2009 » (février 2010)
- Numéro 58 : « Importante progression des bibliothèques publiques au Québec entre 1995 et 2007 » (mars 2010)

ZOOM SANTÉ

- Numéro 18 : « La perception de la santé dans la population de 55 ans et plus et les caractéristiques de santé modulant cette perception en France et au Québec » (juin 2009)
- Numéro 19 : « Alors que le cigarillo perd des adeptes, le poker gagne du terrain chez les élèves du secondaire » (janvier 2010)
- Numéro 20 : « Idées suicidaires et tentatives de suicide au Québec : un regard sur les liens avec l'état de santé physique ou mental et le milieu social » (janvier 2010)

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui

pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »

Institut de la statistique
Québec